

JOURNAL OFFICIEL

des Territoires occupés de l'Ancien Togo

Paraissant le 1er de chaque mois, à Lomé

Prix du Numéro: 1.f 25

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

1922	Pages
1er Février — ARRETE relatif à la prise de fonctions de M. Le Roy et rapportant l'arrêté No 30 du 6 Septembre 1920 habilitant M. l'Avocat Général Lucas à se faire remettre par les autorités britanniques les archives intéressant les biens privés sous-séquestrés dans les territoires dévolus à la France en exécution de l'accord du 10 Juillet 1919 et l'arrêté No 129 du 7 Décembre 1921 nommant M. Goguely administrateur séquestre des biens ennemis.	51
8 Février — ARRETE fixant les attributions du Commandant militaire du Togo.	52
9 Février — ARRETE levant l'interdiction d'exportation des espèces métalliques.	52
10 Février — ARRETE transférant le magasin du Secrétariat général dans l'immeuble des Travaux Publics et en-confiant la gérance à l'agent des Travaux Publics adjoint au Chef de ce service.	52
14 Février — ARRETE rendant applicables les dispositions de l'arrêté du 23 Avril 1921 du Gouverneur Général de l' A. O. F. réglementant l'impôt du timbre-taxé sur les actes et conventions.	53
17 Février — ARRETE instituant des Conseils de notables indigènes au Togo et fixant leur composition, leurs attributions et leur mode de convocation.	53
17 Février — ARRETE fixant la composition du Conseil des Notables indigènes pour la ville de Lomé.	54
21 Février — DECISION établissant une Commission chargée d'élaborer un projet de décret organisant le régime foncier au Togo.	54
21 Février — DECISION établissant une commission chargée d'élaborer un projet de Décret organisant la justice indigène et le régime des peines disciplinaires au Togo.	55
25 Février — ARRETE rendant applicables au Togo les dispositions du Décret du 25 Novembre 1915 réglementant le Service des Douanes en A. O. F.	55

25 Février — DECISION autorisant M. Baumard, à signer par délégation, la législation des pièces délivrées dans la colonie et le visa de celles provenant de l'extérieur.	56
26 Février — ARRETE instituant un emploi d'adjoint auprès du Commissaire de la République dans les territoires occupés du Togo.	56
28 Février — ARRETE nommant les membres du conseil des notables indigènes.	56
28 Février — ARRETE promulguant au Togo, le décret du 7 décembre 1921 modifiant le décret du 8 septembre 1910 sur les frais de déplacement aux colonies.	57
COMMISSIONS — TABLEAUX D'AVANCEMENT — PROMOTIONS — MISES HORS CADRES — NOMINATIONS — AFFECTATIONS — REINTEGRATIONS — TITULARISATIONS — STAGES INDEMNITES — PASSAGES — (Personnel Européen)	57
NOMINATIONS — AFFECTATIONS — BOURSES — SUSPENSIONS DE SOLDE — BLAMES — REVOCATIONS — (Personnel Indigène)	60

Partie non officielle

Avis aux Navigateurs.	60
Annonces diverses.	60
Etat des mouvements de la navigation du port de Lomé.	66

PARTIE OFFICIELLE.

ARRETE No 26 relatif à la prise de fonctions de M. Le ROY et rapportant l'arrêté No 30 du 6 Septembre 1920 habilitant M. l'Avocat Général Lucas à se faire remettre par les autorités britanniques les archives intéressant les biens privés sous-séquestrés dans les territoires dévolus à la France en exécution de l'accord du 10 Juillet 1919 et l'arrêté No 129 du 7 Décembre 1921 nommant M. GOGUELY administrateur séquestre des biens ennemis.

Le Gouverneur des Colonies,
Commissaire de la République, p. i.
Chevalier de la Légion d'Honneur.

Vu les décrets des 4 Septembre 1916 et 7 Avril 1917 créant un Commissaire de la République au Togo.

Vu la déclaration Franco Britannique du 10 Juillet 1919 fixant les territoires du Togo placés sous l'autorité de la France.

Vu le décret du 23 Mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo (Décret promulgué au Togo par arrêté du 30 Avril 1921.)

Vu la décision No. 253 du 31 Octobre 1921 chargeant provisoirement M. Goguely (André), Administrateur-Adjoint, de la direction du Service de l'Enregistrement;

Vu l'arrivée dans la Colonie de M. Le Roy, Receveur de l'Enregistrement de 2e classe du cadre métropolitain nommé au Togo par arrêté en date du 2 Décembre 1921 de M. le Conseiller d'Etat, Directeur Général de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre;

ARRÊTE:

Article premier:— M. Le Roy (Raymond, Ernest, Marie), Receveur de l'Enregistrement, prend, à compter de ce jour, les fonctions dont il est titulaire. Il aura droit au minimum de remises de 1.800 francs par an prévues au Budget.

Art. 2.— L'arrêté No. 30 du 6 Septembre 1920 habilitant M. l'Avocat Général Lucas à se faire remettre par les autorités britanniques les archives intéressant les biens privés sous-séquestrés dans les Territoires dévolus à la France en exécution de l'accord du 10 Juillet 1919 d'une part et l'arrêté No. 129 du 7 Décembre 1921 nommant M. Goguely Administrateur-Séquestre des biens ennemis sont et demeurent rapportés.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, publié, communiqué partout où besoin sera et inséré au Journal Officiel du Togo.

Lomé, le 1er Février 1922

BONNECARRÈRE.

ARRÊTÉ No 27 fixant les attributions du Commandant militaire du Togo.

Le Gouverneur des Colonies,
Commissaire de la République, p. i.
Chevalier de la Légion d'Honneur.

Vu les décrets des 4 Septembre 1916 et 7 Avril 1917 créant un Commissaire de la République au Togo.

Vu la déclaration Franco Britannique du 10 Juillet 1919 fixant les Territoires du Togo placés sous l'autorité de la France.—

Vu le décret du 23 Mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo (Décret promulgué au Togo par arrêté du 30 Avril 1921)

Vu l'arrêté No. 13 et son annexe (Ordre de Service No 464) en date du 11 Février 1921 modifiant les attributions des bureaux et services du Commissariat de la R. Française;

Vu la Dépêche ministérielle (Colonies) No. 2409-1 en date du 3 Mai 1921 relative à l'application du décret du 23 Mars 1921 en ce qui concerne les Services militaires du Togo.

ARRETE:

Article premier:— Le Chef de Bataillon Bernard du 3ème Régiment de Tirailleurs Sénégalais, Commandant Militaire du Togo prend également le titre de Commandant du Détachement des Troupes du Togo.

Art. 2.— Ses attributions sont définies par les articles 7, et 9 du Décret du 26 Mai 1903.

Art. 3.— Sont abrogés les Arrêtés Nos. 56 et 57 du 15 Juin 1921, les Décisions No. 149 du 2 Juillet 1921 et 30bis du 26 Janvier 1922.

Art. 4.— Le présent Arrêté sera enregistré, publié partout où besoin sera, inséré au J. O. du Togo et aura son effet à compter du 13 Février 1922.

Lomé, le 8 Février 1922

BONNECARRÈRE.

ARRÊTÉ No 28 levant l'interdiction d'exportation des espèces métalliques

Le Gouverneur des Colonies,
Commissaire de la République p. i.
Chevalier de la Légion d'Honneur.

Vu les décrets des 4 Septembre 1916 et 7 Avril 1917 créant un Commissaire de la République au Togo.

Vu la déclaration Franco-Britannique du 10 Juillet 1919 fixant les territoires du Togo placés sous l'autorité de la France;

Vu le décret du 23 Mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo (Décret promulgué au Togo par arrêté du 30 Avril 1921;)

Vu l'arrêté local du 5 Juin 1921 portant prohibition de sortie des monnaies d'or, d'argent, de cuivre, de nickel, et de billon.

ARRÊTE

Article premier:— L'interdiction d'exportation des espèces métalliques est levée.

Art. 2.— L'exportation des dites espèces ne peut avoir lieu qu'avec l'autorisation du Commissaire de la République et dans les proportions qu'il fixera.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et affiché partout où besoin sera et inséré au Journal Officiel du Togo.

Lomé, le 9 Février 1922

BONNECARRÈRE.

ARRÊTÉ No 29 transférant le magasin du Secrétariat général dans l'immeuble des Travaux Public et en confiant la gérance à l'agent des Travaux Public adjoint au Chef de ce service.

Le Gouverneur des Colonies,
Commissaire de la République, p. i.
Chevalier de la Légion d'Honneur.

Vu les décrets des 4 Septembre 1916 et 7 Avril 1917 créant un Commissaire de la République au Togo;

Vu la déclaration Franco-Britannique du 10 Juillet 1919 fixant les territoires du Togo placés sous l'autorité de la France. —

Vu le décret du 23 Mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo (Décret promulgué au Togo par arrêté du 30 Avril 1921.)

Vu l'arrêté No. 55 du 21 Octobre 1920 créant à Lomé un Magasin Général dans l'immeuble du Secrétariat Général;

Sur la proposition du Chef du Service des Finances.

ARRÊTE:

Article premier:— Le Magasin du Secrétariat Général destiné à recevoir le mobilier et le Matériel du Service Local est transféré dans l'immeuble des Travaux Publics où, réuni au magasin déjà existant, il prendra le nom de Magasin Général du Service Local.

Art. 2.— La gérance de ce magasin sera assurée par l'agent des Travaux Publics, adjoint au Chef du Service des Travaux Publics à qui il sera alloué pour cette gérance une indemnité annuelle de responsabilité de six cents francs.

Art. 3.— Le Chef du Service des Finances et le Chef du Service des Travaux Publics sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera et inséré au Journal Officiel.

Lomé, le 10 Février 1922

BONNECARRÈRE.

ARRÊTÉ No 30 rendant applicables les dispositions de l'arrêté du 23 avril 1921 du Gouverneur Général de l'A. O. F. réglementant l'impôt du timbre-taxé sur les actes et conventions

Le Gouverneur des Colonies,
Commissaire de la République, p. i.
Chevalier de la Légion d'Honneur.

Vu les décrets des 4 Septembre 1916 et 7 Avril 1917 créant un Commissaire de la République au Togo.

Vu la déclaration Franco Britannique du 10 Juillet 1919 fixant les territoires du Togo placés sous l'autorité de la France. —

Vu le décret du 23 Mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo (Décret promulgué au Togo par arrêté du 30 Avril 1921.)

Vu le décret du 30 Décembre 1912 sur le régime financier des Colonies;

Vu l'arrêté No. 12 du 15 Février 1921, rendant applicables au Togo les dispositions de l'arrêté du Gouverneur Général de l'A. O. F. du 8 Mai 1915 créant l'impôt du timbre-taxé sur les actes et conventions (inséré au J. O. de l'A. O. F. du 29 Avril 1916, page 259 et suivantes (modifié par l'arrêté du 14 Mai 1917 - J. O. 1917 - page 297 à 300) approuvé par décret du 4 Septembre 1917 - page 542 du même Journal).

Vu l'arrêté du 23 Avril 1921, réglementant dans les Colonies et Territoires relevant du Gouvernement Gé-

néral de l'A. O. F. l'impôt du timbre-taxé sur les actes et conventions, approuvé par décret du 16 Décembre 1921.

ARRÊTE:

Art. premier:— Sont rendues applicables dans les Territoires du Togo occupés par la France, les dispositions de l'arrêté du 23 Avril 1921 du Gouverneur Général de l'A. O. F. réglementant l'impôt du timbre-taxé sur les actes et conventions, approuvé par décret du 16 Décembre 1921.

Art. 2.— Le Chef du Service des Finances, le Receveur de l'Enregistrement et les Commandants des Cercles et Subdivisions sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera et inséré au Journal Officiel.

Lomé, le 14 Février 1922

BONNECARRÈRE.

ARRÊTÉ No 32 instituant des Conseils de notables indigènes au Togo et fixant leur composition, leurs attributions et leur mode de convocation.

Le Gouverneur des Colonies,
Commissaire de la République, p. i.
Chevalier de la Légion d'Honneur.

Vu les décrets des 4 Septembre 1916 et 7 Avril 1917 créant un Commissaire de la République au Togo.

Vu la déclaration Franco Britannique du 10 Juillet 1919 fixant les territoires du Togo placés sous l'autorité de la France.

Vu le décret du 23 Mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo (Décret promulgué au Togo par arrêté du 30 Avril 1921)

Considérant que le degré d'évolution des populations indigènes de certains Cercles du Togo permet d'associer ces collectivités à la gestion même de leurs intérêts en consultant leurs principaux représentants sur les différentes mesures concernant directement les populations indigènes ou ayant pour objet le développement et la prospérité du territoire.

ARRÊTE:

Article premier:— Il est institué au Togo dans les localités qui seront ultérieurement déterminées des Conseils de Notables indigènes, présidés par le Commandant du Cercle où se trouve situé la localité.

Ces Conseils sont composés de huit à seize Notables de statut indigène choisis par le Commissaire de la République, après avis du Commandant de Cercle sur 2 listes présentées l'une par les Chefs de canton ou de quartier, l'autre par les principaux Chefs de famille.

Art. 2.— Les Membres du Conseil des Notables sont nommés pour 3 ans. Leur mandat est gratuit.

Ce mandat peut être révoqué par le Commissaire de la République sur la proposition ou après avis du Commandant de Cercle.

En cas de décès, démission ou révocation il est pourvu à leur remplacement dans les mêmes formes.

Art. 3.— Le Conseil des Notables se réunit en ses-

sion ordinaire sur la convocation de son Président, au moins une fois par trimestre et en session extraordinaire toutes les fois que le Commissaire de la République jugera utile de le convoquer.

Les séances sont publiques et se tiennent dans les bureaux du Cercle.

Art. 4.— Il est consulté sur les questions relatives:
10/ à la fixation du taux de rachat des prestations.
20/ à la répartition et à l'exécution des prestations en nature pour ceux qui n'ont pas été autorisés à effectuer le rachat.

30/ à la tarification des patentes indigènes, droits de place sur les marchés et autres taxes indigènes.

40/ à l'exécution des travaux et aux mesures d'hygiène et d'assainissement intéressant le Cercle.

Art. 5.— Il peut également être réuni pour être appelé à donner son avis sur toutes les questions qui lui sont soumises par son Président conformément aux instructions du Commissaire de la République.

Art. 6.— Le Conseil ne peut délibérer que sur les affaires inscrites à l'ordre du jour arrêté par le Commissaire de la République sur la proposition du Commandant de Cercle.

Toutefois les membres sont admis à présenter au Commandant de Cercle, soit en séance, soit hors séance, des motions qui sont soumises au Commissaire de la République et ne sont inscrites à la suite de l'ordre du jour que sur son approbation.

Art. 7.— Le Président a seul le droit de correspondre au nom du Conseil des Notables.

Art. 8.— Le Président, avant de fermer la discussion consulte le Conseil pour savoir s'il est suffisamment éclairé. Il résume la délibération et consigne l'avis de la majorité.

Art. 9.— Le Conseil des Notables indigènes est assisté d'un Secrétaire-archiviste chargé de rédiger les procès-verbaux des séances et de les transcrire sur un registre ad hoc et d'un interprète.

Les procès-verbaux sont signés du Président, du Secrétaire, de l'interprète et de tous les Membres sachant écrire. Ils mentionnent expressément les noms et qualités de tous les membres.

Une expédition de procès-verbal de chaque séance certifiée conforme par le Président est transmise au Commissaire de la République.

Art. 10.— Les fonctions de Secrétaire-Archiviste sont remplies, autant que possible par un fonctionnaire européen du Cercle désigné par le Commandant de Cercle.

Art. 11.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera et inséré au Journal Officiel du Togo.

Lomé, le 17 Février 1922.

BONNECARRÈRE.

ARRÊTÉ No 53 fixant la composition du Conseil des Notables indigènes pour la ville de Lomé.

Le Gouverneur des Colonies p. i.
Commissaire de la République,
Chevalier de la Légion d'Honneur.

Vu les décrets des 4 Septembre 1916 et 7 Avril 1917 créant un Commissaire de la République au Togo.

Vu la déclaration Franco-Britannique du 10 Juillet 1919 fixant les territoires du Togo placés sous l'autorité de la France.

Vu le décret du 23 Mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo (Décret promulgué au Togo par arrêté du 30 Avril 1921.)

Vu l'Arrêté en date de ce jour instituant au Togo des conseils de Notables indigènes.

ARRETE:

Article premier:— Le Conseil des Notables indigènes institué au Togo par arrêté de ce jour comprendra pour le Cercle et la ville de Lomé 16 Membres, ainsi répartis:

10 Deux Chefs de canton désignés par le Commissaire de la République sur la proposition du Commandant de Cercle.

20 Six Chefs de quartiers choisis par le Commissaire de la République après avis du Commandant de Cercle sur une liste de présentation dressée par les Chefs de quartiers.

30 Huit Notables, de statut indigène choisis par le Commissaire de la République, après avis du Commandant de Cercle, sur une liste de présentation par ordre de préférence, dressée par les principaux Chefs de famille de Lomé-Ville.

Art. 2.— Les listes de présentation seront accompagnées de fiches individuelles contenant des renseignements aussi complets que possible sur les candidats proposés (nom, âge, profession, résidence, religion, situation de fortune, degré d'instruction, services particuliers rendus à l'Administration, notamment depuis l'installation de l'Autorité Française à Lomé.)

Art. 3.— Le Commandant du Cercle de Lomé est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera et inséré au Journal Officiel du Togo.

Lomé, le 17 Février 1922.

BONNECARRÈRE

DÉCISION no 48 établissant une Commission chargée d'élaborer un projet de décret organisant le régime foncier au Togo.

Le Gouverneur des Colonies p. i.
Commissaire de la République,
Chevalier de la Légion d'Honneur.

Vu les décrets des 4 Septembre 1916 et 7 Avril 1917 créant un Commissaire de la République au Togo.

Vu la déclaration Franco-Britannique du 10 Juillet 1919 fixant les territoires du Togo placés sous l'autorité de la France.

Vu le décret du 23 Mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo (Décret promulgué au Togo par arrêté du 30 Avril 1921.)

DECIDE

Article premier: — Une Commission composée de
M.M. SASIAS, Administrateur en Chef de 1ère cl. Président.
Chef des Services Administratifs.

BRESSOLLES Administrateur de 2ème cl.
des Colonies, attendu.

VITALI, Procureur de la République.

GRADASSI, Président du Tribunal p. i.

VITTINI et MELOIR, Avocats-Défenseurs.

Le PRÉSIDENT et le VICE-PRÉSIDENT de la
Chambre de Commerce.

LE ROY, Receveur des Domaines.

Deux Membres du Conseil des Notables de Lomé, Membres.

BARRILLOT, Rédacteur au Ministère des
Colonies, attendu, Secrétaire.

se réunira sur la convocation de son Président à l'effet
d'élaborer un projet de décret organisant le régime
foncier au Togo.

Art. 2. — Les travaux de cette Commission devront
être terminés le 15 Mars 1922.

Art. 3. — La présente Décision sera enregistrée,
communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 21 Février 1922.

BONNECARRÈRE

*DECISION No 49 établissant une Commission chargée
d'élaborer un projet de Décret organisant la justice indi-
gène et le régime des peines disciplinaires au Togo.*

Le Gouverneur des Colonies,
Commissaire de la République,
Chevalier de la Légion d'Honneur.

Vu le décret des 4 Septembre 1916 et 7 Avril 1917
créant un Commissaire de la République au Togo,

Vu la déclaration Franco-Britannique du 10 Juillet
1919 fixant les Territoires du Togo placés sous l'auto-
rité de la France.

Vu le décret du 23 Mars 1921 déterminant les attri-
butions et les pouvoirs du Commissaire de la Républi-
que au Togo (Décret promulgué au Togo par arrêté du
30 Avril 1921.)

DECIDE

Article premier: — Une Commission composée de:

M. M. SASIAS, Administrateur en Chef de 1ère cl. Président.
Chef des Services Administratifs.

BRESSOLLES, Administrateur de 2ème cl.
des Colonies, attendu.

VITALI, Procureur de la République.

GRADASSI, Président du Tribunal p. i.

VITTINI et MELOIR, Avocats-Défenseurs,

Deux Membres du Conseil des Notables de Lomé, Membres.

BARRILLOT, Rédacteur au Ministère des
Colonies, attendu, Secrétaire.

se réunira sur la convocation de son Président en vue
d'élaborer un projet de décret organisant la Justice
indigène et le régime des peines disciplinaires au Togo.

Art. 2. — Les travaux de cette Commission devront
être terminés le premier Avril.

Art. 3. — La présente Décision sera enregistrée,
communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 21 Février 1922.

BONNECARRÈRE

*ARRÊTÉ No 34 rendant applicables au Togo les dispo-
sitions du Décret du 27 novembre 1915 réglementant le
Service des Douanes en A. O. F.*

Le Gouverneur des Colonies,
Commissaire de la République, p. i.
Chevalier de la Légion d'Honneur.

Vu les décrets des 4 Septembre 1916 et 7 Avril
1917 créant un Commissaire de la République au Togo.

Vu la déclaration Franco Britannique du 10 Juillet
1919 fixant les territoires du Togo placés sous l'autori-
té de la France. —

Vu le décret du 23 Mars 1921 déterminant les
attributions et les pouvoirs du Commissaire de la Répu-
blique au Togo (Décret promulgué au Togo par arrêté
du 30 Avril 1921.)

Vu l'Arrêté du 29 Novembre 1920, No. 70, promul-
guant au Togo le décret du 27 Novembre 1915 régle-
mentant le Service des Douanes en A. O. F. et l'Arrêté
interministériel du 21 Juin 1916 fixant les remises
à allouer aux Trésoriers Payeurs sur les traites caution-
nées.

Vu l'arrêté du 6 Janvier 1921, No. 3, abrogeant
l'arrêté No. 70.

Vu l'arrêté du 16 Avril 1921, No. 48, relatif au
crédit d'enlèvement pour le dédouanement des marchandises.

Vu l'arrêté du 1er Avril 1921, No. 37, promulguant
au Togo l'arrêté interministériel du 21 Juin 1916.

Considérant qu'il est nécessaire de réglementer le
fonctionnement du Service des Douanes du Togo.

Vu la lettre du Chef du Service des Douanes en date
du 4 Février 1922, No. 30.

ARRÊTE

Article premier: — Sont rendues applicables au Togo
en tout ce qu'elles n'ont pas de contraire aux prescrip-
tions de l'arrêté du Commissaire de la République du
16 Avril 1921, No. 48, les dispositions du décret du
27 Novembre 1915, réglementant le Service des Douanes
en A. O. F. (Décret promulgué en A. O. F. par arrêté
du 29 Décembre 1915, Journal Officiel de l'A. O. F.
1916, page 10.)

Art. 2. — Une brochure contenant le texte du
décret du 27 Novembre 1915 sera tenue à la disposi-
tion du public, dans les bureaux du Service des Douanes.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré communi-
qué et affiché partout où besoin sera.

Lomé, le 25 Février 1922.

BONNECARRÈRE

DÉCISION No 55 autorisant M. Baumard, à signer par délégation la légalisation des pièces délivrées dans la colonie et le visa de celles provenant de l'extérieur.

Le Gouverneur des Colonies,
Commissaire de la République, p. i.
Chevalier de la Légion d'Honneur.

Vu les décrets des 4 Septembre 1916 et 7 Avril 1917 créant un Commissaire de la République au Togo;

Vu la déclaration Franco-Britannique du 10 Juillet 1919 fixant les territoires du Togo placés sous l'autorité de la France;

Vu le décret du 23 Mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo (Décret promulgué au Togo par arrêté du 30 Avril 1921);

Vu la Circulaire ministérielle en date du 1er Septembre 1874.

Vu la décision du 17 Mars 1921 chargeant M. Baumard, Administrateur des Colonies des fonctions de Chef de Cabinet du Commissaire de la République.

Sur la proposition du Chef du Service Administratif.

DECIDE :

Article premier: — M. Baumard, Administrateur de 2^{ème} classe des Colonies, Chef de Cabinet du Commissaire de la République, est autorisé à signer par délégation du Commissaire de la République la légalisation des pièces délivrées dans les Territoires du Togo et le visa de celles provenant de l'extérieur.

Art. 2. — La présente décision qui annule l'arrêté No. 68. bis. du 27 Novembre 1920, sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 25 Février 1922.

BONNECARRÈRE

ARRÊTÉ No 34bis instituant un emploi d'adjoint auprès du Commissaire de la République dans les territoires occupés du Togo.

Le Gouverneur des Colonies,
Commissaire de la République, p. i.
Chevalier de la Légion d'Honneur.

Vu les décrets des 4 Septembre 1916 et 7 Avril 1917 créant un Commissaire de la République au Togo.

Vu la déclaration Franco-Britannique du 10 Juillet 1919 fixant les territoires du Togo placés sous l'autorité de la France. —

Vu le décret du 23 Mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo (Décret promulgué au Togo par arrêté du 30 Avril 1921.)

ARRÊTE:

Article premier: — Il est institué un emploi d'adjoint auprès du Commissaire de la République dans les Territoires occupés du Togo.

Article 2. — L'Adjoint est choisi parmi les administrateurs des Colonies détachés, de préférence docteurs ou

licenciés en droit, et ayant exercé pendant un an au moins les fonctions de Chef de bureau des Finances d'une Colonie.

Art. 3. — L'Adjoint au Commissaire de la République voit toute la correspondance à l'arrivée et au départ, prépare et examine les dossiers à la signature du Commissaire, assiste quand il y a lieu aux conférences de ce dernier, se tient en contact permanent avec le Commissaire de la République quant ce dernier est en tournée dans l'intérieur du Territoire. Dans ce cas le Commissaire de la République conserve la signature.

Art. 4. — L'Adjoint a droit à la solde et aux accessoires de solde prévus pour les Administrateurs coloniaux et au supplément de fonctions de 1200 francs alloué aux chefs de service du Commissariat par l'Arrêté du 23 Mars 1921.

Art. 5. — Le présent arrêté, sera enregistré communiqué et publié partout où besoin sera et inséré au J. O. du Togo.

Lomé, le 26 Février 1922.

BONNECARRÈRE

ARRÊTÉ No 35 nommant les membres du Conseil des Notables indigènes.

Le Gouverneur des Colonies,
Commissaire de la République, p. i.
Chevalier de la Légion d'Honneur.

Vu les décrets des 4 Septembre 1916 et 7 Avril 1917 créant un Commissaire de la République au Togo

Vu la déclaration Franco Britannique du 10 Juillet 1919 fixant les territoires du Togo placés sous l'autorité de la France.

Vu le décret du 23 Mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo (Décret promulgué au Togo par arrêté du 30 Avril 1921.)

Vu l'Arrêté du 17 Février 1922 instituant au Togo des Conseils de Notables indigènes;

Vu l'Arrêté de même date fixant le nombre et la répartition du Conseil des Notables du Cercle et de la ville de Lomé;

Vu les listes de présentation des Chefs de canton, de quartiers et de famille proposés pour faire partie de cette Assemblée,

ARRÊTE:

Article 1er: — Sont nommés pour trois ans Membres du Conseil des Notables:

- 1 - Jacob Adjalle, Chef du canton d'Amutivé
- 2 - Gassou Koudolo, Chef du canton de Bagida
- 3 - Otavianó Olimpio, Chef de quartier
- 4 - Albert Mensah, — id. —
- 5 - Théophile Tamakloe, — id. —
- 6 - Félicien da Souza, — id. —
- 7 - Augustino da Souza, — id. —
- 8 - Tresize, — id. —
- 9 - Robert Domingo Baeta, Chef de famille
- 10 - Acolatse Alfred Sekloawu, — id. —
- 11 - Charles Clootschay Okpatah, — id. —

- 12 - William Prince Agbodjan, — id. —
 13 - Edouard Christaller Anthony, — id. —
 14 - Joseph Mensah Agbomson, — id. —
 15 - John Amatey Atayi, — id. —
 16 - Henri Mensah da Souza, — id. —

Art 2 — Le Commandant du Cercle de Lomé est chargé de l'exécution du présent Arrêté qui sera enregistré, communiqué et affiché partout où besoin sera et inséré au Journal Officiel du Togo.

Lomé, le 28 Février 1922

BONNECARRÈRE

ARRÊTÉ 36F promulguant au Togo, le décret du 7 décembre 1921, modifiant le décret du 8 septembre 1910, sur les frais de déplacement aux Colonies.

Le Gouverneur des Colonies,

Commissaire de la République, p. i.

Chevalier de la Légion d'Honneur.

Vu les décrets des 4 Septembre 1916 et 7 Avril 1917 créant un Commissaire de la République au Togo.

Vu la déclaration Franco Britannique du 10 Juillet 1919 fixant les territoires du Togo placés sous l'autorité de la France.

Vu le décret du 23 Mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo (Décret promulgué au Togo par arrêté du 30 Avril 1921.)

Vu de décret du 7 Décembre 1921 modifiant le décret du 8 Septembre 1910 sur les frais de déplacement des militaires aux Colonies.

ARRÊTE :

Article premier: — Est promulgué dans les Territoires de l'Ancien Togo, occupés par la France, le décret du 7 Décembre 1921, modifiant le décret du 8 Septembre 1910, sur les frais de déplacement aux Colonies.

Art. 2. — Le Chef du Service des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera et inséré au Journal Officiel.

Lomé, le 28 Février 1922.

BONNECARRÈRE

COMMISSIONS — TABLEAUX D'AVANCEMENT — PROMOTIONS — MISES HORS CADRES — NOMINATIONS — AFFECTATIONS — REINTEGRATIONS — TITULARISATIONS — STAGES — INDEMNITÉS — PASSAGES — (Personnel Européen)

COMMISSIONS.

Par décision du Commissaire de la République:

En date du 24 février 1922.

Sont désignés comme membres faisant partie des Commissions prévues à l'Article 4 de l'Arrêté du 5 novembre 1921 créant une taxe sur la propriété bâtie ou non bâtie dans les centres urbains du Togo.

10/ à **LOMÉ:**

MM. GRILLON, agent de la Cie F.A.O. à Lomé.
 OLYMPIO, Octaviano, Notable indigène Commerçant.

20/ à **ANECHO:**

MM. CARBOU, Commerçant à Anécho.
 CREPPY, Notable indigène, Commerçant.

30/ à **ATAKPAMÉ:**

MM. LASSERRE, Commerçant à Atakpamé.
 MOREIRA, Notable indigène, Commerçant.

40/ à **PALIMÉ:**

MM. GOUJON, Commis des S. C. à défaut de commerçant européen.

AGDABUNU, Notable indigène, Commerçant.

TABLEAUX D'AVANCEMENT.

Ont été inscrits au Tableau d'avancement du personnel des Administrateurs coloniaux pour l'année 1921:

Pour l'emploi d'Administrateur de 2e classe des Colonies

MM. JUGLA (Jean-Joseph-Laurent)

BAUMARD (Pierre-André)

Administrateurs de 3e classe.

Ont été inscrits au Tableau d'avancement du personnel des Services Civils du premier semestre 1922:

Pour l'emploi d'Adjoint principal de 3e classe:

M. LE BLOND (Théodule) Adjoint de 1ère classe:

Pour l'emploi de Commis de 2e classe:

MM. GOUJON (Daniel)

PRAT (Léo)

Commis de 3e classe.

PROMOTIONS.

Par Décret en date du 31 décembre 1921 rendu sur la proposition du Ministre des Colonies, ont été nommés dans le personnel des Administrateurs des Colonies:

A l'emploi d'Administrateur de 2ème classe:

MM. JUGLA (Jean-Joseph-Laurent)

BAUMARD (Pierre-André)

Administrateurs de 3ème classe.

Par Arrêté du Gouverneur Général de l'A. O. F. en date du 3 janvier 1922, sont promus dans le personnel des Services Civils de l'A. O. F. pour compter du 1er Janvier 1922:

A l'emploi d'Adjoint principal de 3ème classe:

M. Le BLOND (Théodule), Adjoint de 1ère cl.

A l'emploi de Commis de 2ème classe:

M.M. GOUJON (Daniel)

PRAT (Léo)

Commis de 3ème classe

MISES HORS CADRES.

Par Arrêté du Sous-Secrétaire d'Etat des P.T.T. en date du 31 Décembre 1921, M. MARTIN (Francis Marie) Commis des P.T.T. du Cadre Métropolitain, détaché en A.O.F., a été désigné pour continuer ses services au Togo à partir du 21 Janvier 1922 (Régularisation)

Par Arrêté du Sous-Secrétaire d'Etat des P.T.T. en date du 31 Décembre 1921 M. GERBEAU (Louis François) Agent-mécanicien du Cadre Métropolitain des P.T.T. provenant de l'A. O. F. a été désigné pour continuer ses services au TOGO à partir du 21 janvier 1922. (Régularisation.)

Par Arrêté du Ministre des Pensions, Primes et Allocations de guerre, chargé de l'intérim du Ministère des

Colonies, en date du 13 janvier 1922, M. SASIAS (Pierre-Benjamin-Victor), Administrateur en Chef de 1ère classe des Colonies, provenant de l'Afrique Occidentale Française a été placé dans la position de service détaché, pour une durée de cinq ans, dans les conditions prévues à l'article 33 de la loi du 30 décembre 1913 sur les pensions.

Ce fonctionnaire a été mis, pendant cette période à la disposition du Commissaire de la République au Togo.

Par arrêté du Ministre des Pensions, Primes et Allocations de guerre, chargé de l'intérim du Ministère des Colonies, en date du 13 janvier 1922, M. d'ORNANO (Pierre-Félix,) Administrateur-Adjoint de 3e classe des Colonies, précédemment en Afrique Occidentale Française, a été placé dans la position de service détaché, pour une durée de cinq ans, dans les conditions prévues à l'article 33 de la loi du 30 décembre 1913 sur les pensions.

Ce fonctionnaire a été mis, pendant cette période, à la disposition du Commissaire de la République au Togo.

Par arrêté du Ministre des Pensions, Primes et Allocations de guerre, chargé de l'intérim du Ministère des Colonies, en date du 13 janvier 1922, M. BARASCUD (Emile-Léonce-Joseph,) Commis de 2e classe des Secrétariats Généraux des Colonies, nouvellement nommé, a été placé dans la position de service détaché, pour une durée de cinq ans, à compter du 24 novembre 1921, dans les conditions prévues à l'article 33 de la loi du 30 décembre 1913 sur les pensions.

Ce fonctionnaire a été mis, pendant cette période, à la disposition du Commissaire de la République au Togo.

NOMINATIONS.

Par Arrêtés du Gouverneur Général de l'A. O. F.

En date du 27 janvier 1922:

A été nommé dans le personnel des Services civils de l'Afrique Occidentale Française en qualité de Commis de 3ème classe pour compter du 14 janvier 1922, veille du jour de son embarquement à Bordeaux à destination de la Colonie:

M. de AZCONA (Christian,) Bachelier de l'enseignement secondaire.

En date du 2 février 1922:

A été nommé dans le personnel des Services Civils de l'Afrique Occidentale Française, en qualité de Commis de 3ème classe, pour compter du jour de sa prise de service:

M. JARDILLIER (Henri), bachelier de l'enseignement secondaire.

M. JARDILLIER, recruté sur place, est détaché au Togo dans les conditions prévues à l'article 33 de la loi du 30 décembre 1913.

Par Arrêté du Commissaire de la République:

En date du 2 février 1922:

M. COEZ, Administrateur-Adjoint de 1ère classe, commandant la circonscription d'ANECHO a été nommé Commandant de la circonscription de KLOUTO en remplacement de M. CORTOT.

M. GOGUELY (André) Administrateur-Adjoint de 2e classe, chargé de l'enregistrement et des Séquestres, a été nommé Commandant de la circonscription d'ATAK-PAMÉ en remplacement de M. d'ORNANO.

M. JOURET, Administrateur-Adjoint de 3ème classe a été nommé Commandant de la circonscription d'ANECHO, en remplacement de M. COEZ.

Par décisions du Commissaire de la République:

En date du 3 février 1922.

M. JUGLA, Administrateur des Colonies, Commandant de la circonscription de LOMÉ, a été nommé provisoirement Agent intermédiaire de LOMÉ-VILLE en remplacement de M. l'Administrateur-Adjoint JOURET, appelé à d'autres fonctions.

Il recevra en cette qualité une indemnité calculée sur le pied de 300 Frs. l'an.

En date du 4 février 1922.

M. DE AZCONA (Christian,) Commis de 3ème classe stagiaire des Services Civils, en service au Cabinet, a été nommé garde-meuble de l'hôtel du Commissariat de la République en remplacement du Commis-Expéditionnaire Jonathan SANVEE, mis à la disposition de M. le Chef du Service administratif.

Il aura droit à l'indemnité prévue à ce titre.

En date du 10 février 1922.

M. MASSON, Adjoint au Chef du Service des Travaux-Publics a été chargé de la gérance du Magasin Général du Service Local à compter de ce jour.

Il aura droit en cette qualité à une indemnité annuelle de responsabilité de 600 Frs.

En date du 15 février 1922.

M. JUGLA, Administrateur de 2ème classe des Colonies, Chef de la circonscription de LOMÉ a été nommé Juge-Président ad hoc du Tribunal de 1ère Instance de LOMÉ, en remplacement de M. le Juge-Président GRADASSI, pour le jugement de l'affaire correctionnelle DUPUY-VITTINI dont a connu ce magistrat.

En date du 22 février 1922.

Le sergent PEDINIELLI en service à Sokodé a été nommé agent spécial de ce Cercle à compter de ce jour.

Il aura droit en cette qualité au supplément de fonctions et à l'indemnité de responsabilité prévus au Budget.

En date du 26 février 1922.

M. LE ROY, Receveur des Domaines, Administrateur-Séquestre, a été nommé représentant de l'Office des Biens et Intérêts privés au TOGO.

En date du 26 février 1922.

M. BRESSOLLES, Administrateur de 2ème classe des Colonies, docteur en droit, précédemment délégué dans les fonctions d'Ordonnateur de la Colonie du DAHOMEY, débarqué à Lomé le 26 février 1922, a été nommé à compter du même jour Adjoint au Commissaire de la République dans les Territoires occupés du TOGO.

M. BARRILLOT (Georges,) Rédacteur de 3ème cl. à l'Administration Centrale du Ministère des Colonies en service détaché au TOGO, a été affecté au Cabinet du Commissaire de la République.

Il percevra par assimilation la solde et les accessoires prévus pour les Administrateurs-Adjoints de 3ème classe, et l'indemnité de 1200 francs prévue par l'Arrêté du 23 mars 1921 pour les fonctionnaires en service au Cabinet.

AFFECTATIONS.

Par décision du Gouverneur Général de l'A. O. F.

En date du 27 Janvier 1922.

M. de AZCONA (Christian), Commis de 3ème classe des Services Civils de l'A. O. F., arrivé à Dakar le 24 Janvier 1922, venant de France, a été affecté au Togo.

Par décisions du Commissaire de la République.

En date du 2 Février 1922.

M. CORTOT, Administrateur-Adjoint de 1ère classe commandant la circonscription de Klouto, a été mis à la disposition de M. l'Administrateur, commandant la circonscription de Lomé.

M. d'ORNANO, Administrateur-Adjoint de 3ème classe, commandant la circonscription d'Atakpamé, a été affecté au Chef-lieu et mis à la disposition de M. le Chef du Service Administratif.

M. PRAT, Commis de 2ème classe des Services Civils, Agent spécial à Sokode, a été affecté au Chef-lieu et mis à la disposition de M. le Commandant de la circonscription de Lomé.

M. CREBASSOL, Commis de 3ème classe stagiaire des Services Civils a été mis à la disposition de M. le Commandant de Cercle de Sokodé en remplacement de M. PRAT.

M. de AZCONA, Commis de 3ème classe stagiaire des Services Civils, nouvellement arrivé, a été affecté provisoirement au Cabinet.

M. JARDILLIER, attaché au Cabinet a été mis provisoirement à la disposition de M. le Chef du Service Administratif.

En date du 2 Février 1922.

M. JUGLA, Administrateur des Colonies, Commandant la circonscription de Lomé a été chargé provisoirement de l'Administration des successions des fonctionnaires civils décédés au Togo et n'y ayant pas transporté leur domicile en remplacement de M. JOURET, appelé à continuer ses services à Anécho.

Il aura droit à ce titre, à une indemnité calculée sur le taux de cinq cents francs l'an.

M. M. JUGLA et JOURET établiront en triple expédition un procès-verbal constatant les opérations de remise de service.

Par Décision du Gouverneur Général de l'A. O. F.

En date du 4 Février 1922.

M. JEAND'HEUR, Instituteur principal de 4ème classe, précédemment en service au Togo, a été affecté à la Côte d'Ivoire.

Par Arrêté du Gouverneur Général de l'A. O. F.

En date du 17 Février 1922.

M. MAS Henri, Commis de 3ème classe des Services Civils de l'A. O. F., en service au Sénégal, détaché dans les conditions de l'article 33 de la loi du 30 Décembre 1915 est mis à la disposition du Commissaire de la République au Togo.

REINTEGRATIONS.

Par Arrêté de M. le Conseiller d'Etat, Directeur Général de l'Enregistrement des Domaines et du Tim-

bre en date du 22 Décembre 1921, M. SANSON (Eugène, Paul, Henri), Receveur de l'Enregistrement de 2ème classe du Cadre Métropolitain détaché au Togo, a été réintégré et nommé Receveur à Bonneval (Eure-et-Loir) pour compter du 1er Février 1922.

Par Arrêté du Gouverneur Général de l'A. O. F.

En date du 4 Février 1922.

A été rapporté en ce qui concerne M. JEAND'HEUR, Instituteur Principal de 4ème classe, l'Arrêté du 17 Juin 1921 plaçant dans la position de congé hors cadres pour servir au Togo divers fonctionnaires de l'Afrique Occidentale Française.

TITULARISATIONS.

Par arrêté du Gouverneur Général.

En date du 23 Janvier 1922.

M. Maloubier (René), agent comptable de 1ère classe stagiaire du cadre commun des Travaux Publics, a été titularisé dans son emploi, à compter du 14 Novembre 1921, date à laquelle a pris fin sa période de stage.

M. Germain (Marcel), ouvrier d'art de 1ère classe stagiaire du cadre commun des Chemins de fer a été titularisé dans son emploi à compter du 23 Décembre 1921, date à laquelle a pris fin son année de stage.

M. Mazoyer (Victor) surveillant de 3ème classe stagiaire du cadre commun des Travaux Publics, a été titularisé dans son emploi, à compter du 27 Décembre 1921, date à laquelle a pris fin sa période de stage.

STAGE.

Par arrêté du Gouverneur Général.

En date du 23 Janvier 1922.

M. Bernier (André) sous-chef de gare de 3e classe stagiaire du cadre commun des Chemins de fer a été soumis à une nouvelle période de stage, à compter du 27 Décembre 1921, date à laquelle a pris fin sa première année de stage.

INDEMNITES.

L'allocation attribuée au Trésorier-Payeur du Dahomey pour l'année 1921 à titre de frais de bureau, de matériel et de loyer pour les bureaux est fixée à 600 francs.

Cette allocation sera mandatée sur les crédits du chapitre VII — Article premier — Paragraphe 5 — du Budget Local des Territoires du Togo occupés par la France — Exercice 1921.

PASSAGES.

Par décisions du Commissaire de la République.

En date du 2 Février 1922.

Une réquisition de passage en 1ère classe à destination de Bordeaux sur s/s Asie, de la Compagnie des Chargeurs Réunis, sera délivrée à M. WOELFFEL, Commissaire de la République au Togo, rentrant en France, accompagné de sa femme et de ses deux enfants.

En date du 6 Février 1922.

Une réquisition de passage en 1ère classe sur le paquebot "Asie" de la Cie. des Chargeurs Réunis, à destination de Bordeaux, sera délivrée Madame Cortot, femme d'un Administrateur - Adjoint des Colonies, rapatriée par anticipation.

En date du 7 Février 1922.

Une réquisition de passage en 1ère classe sur le paquebot "Asie" de la Compagnie des Chargeurs Réunis, à destination de Bordeaux, sera délivrée à Madame Fabri, femme d'un médecin des Troupes Coloniales h.c. accompagnée de son enfant âgé de quatre mois.

En date du 11 Février 1922.

Une réquisition de passage en deuxième classe, à destination de Bordeaux, sur le paquebot "Asie" de la Compagnie des Chargeurs Réunis sera délivrée à Mme. de Azcona, femme d'un Commis de 3ème classe stagiaire des Service Civils de l'A. O. F., rapatriée par anticipation.

NOMINATIONS, AFFECTATIONS, BOURSES, SUSPENSIONS DE SOLDE, BLAMES, REVOCATIONS, (Personnel Indigène).

AFFECTATIONS.

Par décisions du Commissaire de la République:

En date du 3 Février 1922.

Le Commis expéditionnaire de 1ère classe Jonathan Sanvee, en Service au Cabinet du Commissaire de la République a été mis à la disposition de M. le Chef du Service Administratif.

En date du 10 Février 1922.

M. Lawson, Adolphe, instituteur, a été détaché provisoirement de son cadre pour raisons de santé, et mis à la disposition du Chef du Service des Finances à compter du 11 Février 1922.

BOURSE

Par arrêté du Commissaire de la République:

En date du 23 Février 1922.

Le nommé Bernard Acouetey a été admis à suivre les cours complémentaires de l'école de Lomé en qualité d'élève boursier à compter du 1er Mars 1922.

Il aura droit à une indemnité journalière représentative de vivres de un franc qui lui sera payée chaque mois sur état nominatif et sur le vu d'un état du Directeur de l'Ecole certifiant qu'il a bien suivi les cours complémentaires pendant le mois.

SUSPENSION DE SOLDE

Par décision du Commissaire de la République:

En date du 21 Février 1922.

Une suspension de solde de deux jours a été infligée

aux Commis Locco et Goncalves, en service au bureau d'Anécho, pour négligence dans le service.

En date du 27 Février 1922.

Une punition de 2 jours de suspension de solde a été infligée au Commis Kunnibert Sokpodo pour négligence dans l'exécution de son service.

BLAME

Par décision du Commissaire de la République:

En date du 14 Février 1922.

Un blâme avec retenue de solde de 15 jours a été infligé à l'élève-infirmier Daniel Ellessessi en service à Atakpamé pour sa conduite incorrecte à l'égard du médecin de ce poste.

REVOCATION.

Par décision du Commissaire de la République:

En date du 15 Février 1922.

Le facteur -convoyeur temporaire Motcho a été révoqué de son emploi à compter du 9 Février 1922 date à laquelle il a abandonné son service.

Partie non Offcielle.

AVIS aux NAVIGATEURS

GOLD COAST. — La bouée du rocher Hoeven, à Axim a été remise en place le 23 Janvier 1922 avec la position suivante:
Phare: S. 80 W. Magnétique
Ne Saiaba (cêtre): N. 39 E Magnétique.

COMPAGNIE AFRICAINE DE COMMERCE

(Anciens établissements A. Lecomte)

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 15.000.000 DE FRANCS

(Extrait des minutes du Greffe du Tribunal de 1ère instance de Lomé)

Des documents déposés au Greffe du Tribunal de 1ère Instance de Lomé par Monsieur Nèdelec, agent de la Compagnie africaine de commerce, suivant acte de dépôt du vingt huit Avril mil neuf cent vingt et un, il a été extrait littéralement ce qui suit ;

1o - Acte de dépôt du six Juillet mil neuf cent vingt.

20 - Acte de dépôt du vingt Juillet mil neuf cent vingt.

30 - Procès-verbal de la deuxième assemblée constitutive du seize Juillet mil neuf cent vingt.

Par devant M^e Louis Marie Paul Ferrand, notaire à Paris, soussigné, a comparu :

Mr Alphonse Joseph Lecomte, négociant, demeurant à Paris, cité Trévis, N^o huit bis -

Agissant en qualité de fondateur de la société anonyme ci-après indiquée, lequel a par ces présentes, déposé à M^e Ferrand, notaire, soussigné et l'a requis de mettre au rang de ses minutes; à la date de ce jour pour qu'il en soit délivré tous extraits et expéditions nécessaires.

L'un des originaux d'un acte sous signature privée fait en trois exemplaires à Paris, le trente Juin mil neuf cent vingt aux termes duquel le comparant en sa qualité sus-indiquée, a établi les statuts de la Société anonyme qu'il se propose de constituer sous la dénomination de «COMPAGNIE AFRICAINE DE COMMERCE (ANCIENS ÉTABLISSEMENTS A. LECOMTE)» ayant pour objet principal l'importation et l'exportation de tous produits, marchandises denrées et objets de toute nature et de toutes provenances et principalement en Afrique occidentale et le commerce de la commission et de la consignation relativement à ces produits marchandises et objets.

Le siège de la dite société est fixé à Paris, rue Caumartin numéro douze et sa durée est de quatre vingt dix neuf années à compter du jour de sa constitution définitive.

Le capital est de quinze millions de francs, il est divisé en soixante mille actions de deux cent cinquante francs chacune dont quatre mille entièrement libérées sont attribuées en rémunération d'apports faits à la Société et les cinquante six mille de surplus sont à souscrire en numéraire et à libérer d'un quart à la souscription.

Sous l'article huit des dits statuts, il est créé douze mille parts de fondateurs, attribuées en rémunération complémentaire des apports faits à la Société à concurrence de trois mil quatre cent vingt huit, les huit mille cinq cent soixante douze parts de surplus devant être attribuées aux premiers actionnaires représentant le capital originaire de quinze millions de francs en proportion du nombre de leurs titres.

Lequel acte écrit sur neuf feuillets au timbre de trois francs contenant onze renvois et trente et un mots rayés comme nuls et en conséquence demeuré ci-joint après avoir été certifié conforme par le comparant et revêtu de la mention ordinaire d'annexe par le notaire soussigné. —

En outre M^r Lecomte reconnaît comme émanant de lui la signature " A. LECOMTE " apposée au pied de l'acte présentement déposé, ainsi que les mots «LU ET

APPROUVÉ» qui précèdent cette signature, voulant le dit comparant, que l'acte dont il s'agit acquière l'authenticité, de même que s'il eût été reçu par un notaire dans la forme voulue pour un acte authentique.

Par ces mêmes présentes, M^r Lecomte en sa dite qualité de fondateur de «LA COMPAGNIE AFRICAINE DE COMMERCE (ANCIENS ÉTABLISSEMENTS A. LECOMTE)» a déclaré : que les cinquante six mille actions de deux cent cinquante francs chacune de la dite société qui étaient à émettre ont été entièrement souscrites par neuf personnes et une société — et qu'il a été versé en espèces, par chaque souscripteur, une somme égale au quart du montant des actions par lui souscrites soit au total une somme de trois millions cinq cent mille francs qui a été déposée dans une banque à Paris, au crédit du compte de la Société en formation

A l'appui de cette déclaration, le comparant a représenté une pièce certifiée véritable et signée par lui, indiquant les noms, prénoms, qualités et domiciles des souscripteurs, le nombre d'actions souscrites et le montant des versements effectués par chacun d'eux — laquelle pièce est demeurée annexée au présent acte, conformément à la loi après avoir été certifiée «ne varietur» par le comparant et revêtu de la mention ordinaire par le notaire soussigné.

Dont acte : Fait et passé à Paris, rue Scribe numéro dix neuf, l'an mil neuf cent vingt, le six Juillet. Et lecture faite le comparant a signé avec le notaire.

Suivent les signatures / Signé: A. LECOMTE. Signé: L. FERRAND. — Ensuite est écrit: Enregistré à Paris deuxième bureau, le sept Juillet mil neuf cent vingt, volume six cent soixante douze A, folio soixante cinq, case neuf. Reçu douze francs. — Signé BRETAUD.

et le vingt Juillet mil neuf cent vingt par devant M^e LOUIS MARIE PAUL FERRAND, notaire à Paris, soussigné a comparu: M^r ALPHONSE JOSEPH LECOMTE, négociant demeurant à Paris, cité Trévis N^o huit bis

Agissant en qualité de membre du CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA COMPAGNIE AFRICAINE DE COMMERCE (ANCIENS ÉTABLISSEMENTS A. LECOMTE) société anonyme au capital de quinze millions de francs, ayant son siège à Paris, rue Caumartin numéro douze, dont les statuts établis par acte sous seing privé en date à Paris du trente Juin mil neuf cent vingt ont été déposés au rang des minutes de M^e FERRAND, notaire soussigné suivant acte par lui reçu le six Juillet du présent mois et dont la minute précède:

La dite société définitivement constituée aux termes de la déclaration de souscription et de versement faite ensuite du dépôt des statuts aux termes de l'acte sus énoncé que suivent deux délibérations de l'assemblée générale des actionnaires tenus respectivement les six et seize Juillet mil neuf cent vingt et un dont les dépôts des procès verbaux va suivre —

Lequel a par ces présentes, déposé à M^e FERRAND,

notaire soussigné et l'a requis de mettre au rang de ses minutes, à la date de ce jour, pour qu'il en soit délivré tous extraits et expéditions nécessaires, l'une copie en forme d'original du procès-verbal de délibération de la première assemblée générale constitutive des actionnaires de la Société sus énoncée tenue le six Juillet mil neuf cent vingt aux termes de laquelle délibération, la dite assemblée, réunissant l'intégralité du capital et à l'unanimité: a reconnu sincère et véritable après examen et vérification la déclaration de souscription et de versement faite par le fondateur de la COMPAGNIE AFRICAINE DE COMMERCE (ANCIENS ÉTABLISSEMENTS A. LECOMTE) suivant acte reçu par M^e FERRAND, notaire soussigné, le six Juillet mil neuf cent vingt et a nommé le commissaire chargé de vérifier et apprécier la valeur des apports en nature faits à la Société, ainsi que les attributions et avantages particuliers résultant des statuts et de faire un rapport, à ce sujet, à la deuxième assemblée générale constitutive —

2° - La feuille de présence des actionnaires à l'assemblée dont le dépôt du procès verbal de la délibération de la deuxième assemblée générale constitutive des actionnaires de la Société dont il s'agit, tenue le seize Juillet mil neuf cent vingt aux termes de laquelle délibération, la dite assemblée réunissant l'intégralité du capital social et à l'unanimité a adopté les conclusions du rapport du Commissaire nommé par la première assemblée constitutive et en conséquence a approuvé les apports en nature faits à la COMPAGNIE AFRICAINE DE COMMERCE, (ANCIENS ÉTABLISSEMENTS A. LECOMTE) et les avantages particuliers, ainsi que le tout résulte des statuts —

A nommé au nombre de six les premiers administrateurs de la Société et constaté leur acceptation.

3° A nommé deux commissaires, avec faculté d'agir conjointement ou séparément pour faire le rapport prescrit par la loi sur les comptes du premier exercice social et constaté leur acceptation; a approuvé les statuts de la COMPAGNIE AFRICAINE (ANCIENS ÉTABLISSEMENTS A. LECOMTE) et déclaré la dite société définitivement constituée, a fixé l'importance des jetons de présence du conseil d'administration et la rémunération annuelle des commissaires des comptes et a conféré aux administrateurs nommés l'autorisation prévue par l'article quarante de la loi du vingt quatre Juillet mil neuf cent soixante sept —

4° - La feuille de présence des actionnaires à la dite assemblée constatant la représentation de l'intégralité du capital social — 5° et cinq pouvoirs d'actionnaires représentés aux assemblées dont il s'agit par mandataires. —

Lesquelles pièces sont en conséquence demeurées ci-jointes après avoir été certifiées véritables par le comparant et revêtues de la mention ordinaire d'annexe par le notaire soussigné —

Pour la publication légale tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition ou d'un extrait des présentes —

Et pour la perception des droits d'enregistrement, le comparant évalue les parts de fondateurs créées sous l'article huit des statuts à un franc par titre.

Dont acte fait et passé à Paris, rue Auber numéro cinq en l'étude de M^e FERRAND, les jours, mois et an sus dits —

Et lecture faite, le comparant a signé avec le notaire — / Signé: A. LECOMTE Sig^t L. FERRAND.

Enregistré à Paris, deuxième bureau, le vingt trois Juillet mil neuf cent vingt, volume six cent soixante douze B, Folio quatre vingt sept, case trois —

Reçu six francs — Signé: BRETAUD

Deuxième résolution —

L'assemblée générale nomme comme premiers administrateurs, dans les termes de l'article dix huit des statuts: MM. BÉNARD MARCEL, banquier à Paris, neuf, Avenue Bugeaud.

DELMAS PHILIPPE, négociant à Bordeaux, quinze rue Vauban.

FRÈRE MAURICE, banquier à Paris, trente cinq rue d'Anjou,

LECOMTE ALPHONSE, négociant à Paris, huit bis cité Trévise.

LÉVY EDMOND, négociant à Paris, treize bis, rue des Mathurins.

Et PAULME JEAN CHARLES, armateur à Paris, vingt neuf, rue Daviond.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité,

MM. MARCEL BÉNARD, MAURICE FRÈRE,

ALPHONSE LECOMTE et JEAN CHARLES PAULME présents à l'assemblée, déclarent successivement accepter les fonctions d'administrateur de la Société. Messieurs MARCEL BÉNARD et MAURICE FRÈRE déclarent accepter les fonctions au nom de MM. PHILIPPE DELMAS et EDMOND LÉVY, leurs mandants.

Pour extrait certifié conforme,

Le greffier du Tribunal

signé: BRIAL

Des statuts de la «COMPAGNIE AFRICAINE DE COMMERCE» dont un exemplaire a été déposé au Greffe du Tribunal civil de première instance de Lomé le 28 Avril 1921 il a été extrait littéralement ce qui suit:

Article 1.— Alinéa 1. — Il est formé par les présentes, entre les propriétaires actuels et futurs des actions qui vont être ci-après créées, et de celles qui pour-

et l'être ultérieurement, une société anonyme régie par toutes les lois actuelles qui peuvent lui être applicables, et par les présents statuts.

Article 2. — La Société prend la dénomination de **COMPAGNIE AFRICAINE DE COMMERCE ANCIENS ÉTABLISSEMENTS A. LECOMTE**

Elle pourra y adjoindre par simple décision du Conseil d'Administration, un ou des sous-titres.

Article 4. — Alinéa 1. — Le siège de la Société est à Paris rue Caumartin numéro douze.

Article 5. — La durée de la Société est fixée à quarante vingt dix-neuf années à compter du jour de sa constitution définitive, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

Article 6. — Alinéas 1 à 28. — Monsieur **LECOMTE** fondateur, apporte à la présente société, sous les garanties ordinaires et de droit :

Les divers biens et droits mobiliers et immobiliers situés dans l'Afrique Occidentale et dont la désignation suit :

Premièrement au Sénégal :

a/ un terrain situé à Kaolack par lui acquis de l'Administration des Domaines le trente et un mars mil neuf cent vingt sous le numéro deux cent quatre-vingt quatre pour une valeur de vingt mille francs
..... 20.000

b/ le matériel et les objets mobiliers réunis à Dakar et consistant spécialement en douze waggons, deux automobiles, bâches, coffre-fort, deux balances et meubles divers pour une valeur de soixante dix mille francs ci 70.000

Deuxièmement au Gold Coast :

a/ Un terrain nu, situé à Accra, d'une superficie de trois cent cinquante mètres carrés environ, par lui acquis le vingt quatre juillet mil neuf cent dix-neuf pour une valeur de quarante trois mille sept cent cinquante francs ci 43.750

b/ Un terrain situé station Road, par lui acquis le quatre janvier mil neuf cent dix-neuf et sur lequel diverses constructions ont été édifiées depuis, le tout pour une valeur de deux cent quatre-vingt-un mille deux cent cinquante francs, ci 281.250

c/ Un terrain situé à Koforidua, dont il a acquis le dix-neuf février mil neuf cent dix-neuf la jouissance pour soixante années comptées à partir du deux cent dix-neuf cent dix-huit, et sur lequel diverses constructions ont été édifiées depuis, le tout pour une valeur de cent soixante quinze mille francs, ci 175.000

d/ Le matériel et les objets mobiliers réunis à Koforidua et à Accra, et consistant principalement en coffre-fort, balances, bicyclettes, vaisselle et ustensiles de ménage, machines à écrire pour une valeur de soixante

xante quinze mille francs, ci 75.000

Troisièmement au Dahomey

a/ Un terrain situé à Cotonou, d'une contenance de neuf cent trente sept mètres cinquante environ, par lui acquis le sept juillet mil neuf cent dix-sept, pour une valeur de vingt cinq mille cinq cents francs, ci 25.500

b/ Une construction en tôle édifée sur ce terrain, pour une valeur de quatre mille francs, ci . . . 4.000

c/ un magasin également édifé sur ce terrain, pour une valeur de trente mille francs, ci 30.000

d/ le matériel et les objets mobiliers par lui réunis dans ses comptoirs de Cotonou, Porto-Novo, Ouidah, Bohicon, Grand-Popo et Pahou, pour une valeur de cent quatre vingt dix mille francs, ci 190.000

Quatrièmement au Togo :

Les meubles meublants, ustensiles de ménage, objets mobiliers divers garnissant les comptoirs et habitations de Lomé et d'Anécho pour une valeur de quatre vingt cinq mille francs, ci 85.000

Ensemble un million de francs, ci . 1.000.000

Les matériels et objets mobiliers compris au présent apport constituent et englobent l'intégralité des biens de cette nature sans exception ni réserve dépendant des établissements et comptoirs que Monsieur Lecomte exploite dans l'Afrique Occidentale : de tout quoi au surplus, Monsieur Lecomte a établi la consistance par un inventaire détaillé dressé à la date du vingt quatre juin mil neuf cent vingt.

En dehors de ce qui précède, Monsieur Lecomte apporte encore à la présente Société le bénéfice de toutes promesses de ventes ou de locations portant sur des terrains, maisons, magasins et autres droits immobiliers qu'il a pu ou pourra obtenir jusqu'à la constitution définitive de la Société, en quelque lieu qu'ils soient situés.

Conditions de l'apport :

La présente société aura, à compter du jour de sa constitution définitive, la propriété et la possession des biens et droits à elle, ci-dessous apportés.

La présente société sera tenue de prendre les dits biens et droits, tels qu'ils se trouveront au jour de sa constitution définitive.

Elle acquittera à compter de la même époque toutes contributions, toutes charges et tous impôts relatifs aux biens et droits à elle apportés.

Elle continuera toute police d'assurance contre l'incendie, les accidents de toute nature et autres risques.

Elle supportera toutes servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever les immeubles compris aux apports, sauf

à elle à s'en défendre et à se prévaloir de celles actives s'il en existe; le tout à ses risques et périls, sans recours contre l'apporteur.

De son côté M. Lecomte prend engagement de ne pas s'occuper directement ou indirectement pendant toute la durée de sa présence dans la Société d'affaires pouvant faire concurrence à celle-ci.

Monsieur Lecomte déclare qu'il est seul propriétaire des droits et biens ci-dessus apportés et il s'oblige à établir à première réquisition de la présente société et aux frais de celle-ci, l'origine de propriété des biens immobiliers compris aux apports.

Il s'engage à rapporter à première réquisition de la présente Société, le désistement de l'hypothèque légale de Madame Lecomte sur les biens immobiliers compris aux apports.

Pour l'exécution des présentes, le seul fait de la constitution définitive de la présente société vaudra pour elle election de domicile à son siège et pour Monsieur Lecomte en son domicile sus-indiqué,

Toutes contestations seront soumises à la juridiction des Tribunaux compétents du siège de la présente Société.

Rénumération des apports.

En rémunération et pour prix des apports ci-dessous faits, il est attribué à Monsieur Lecomte;

1^o Quatre mille actions de deux cent cinquante francs chacune entièrement libérées de la présente Société à prendre au nombre de celles composant le capital social

2^o Et trois mille quatre cent vingt huit parts de fondateur sans valeur nominale faisant partie des douze mille parts dont la création est prévue par l'article huit des statuts,

Article 7. — Le capital social est fixé à la somme de quinze millions de francs.

Il est divisé en soixante mille actions de deux cent cinquante francs chacune dont quatre mille entièrement libérées ont été attribuées en représentation partielle d'apports en nature faits à la Société, les cinquante six mille de surplus souscrites et payables en numéraire.

Le capital pourra être augmenté en une ou plusieurs fois, soit contre apports en espèces, soit contre apports en nature, il pourra être aussi réduit; le tout par décision de l'Assemblée générale.

Les augmentations pourront avoir lieu au moyen de la création d'actions nouvelles, soit du même type que celles présentement créées, soit de priorité, conformément aux lois des neuf Juillet mil neuf cent deux, seize Novembre mil neuf cent trois et vingt deux Novembre mil neuf cent treize.

Par dérogation à ce qui précède, le Conseil d'admini-

stration est dès à présent, autorisé à porter dans un délai de cinq années à compter du jour de la constitution définitive de la présente Société, à trente millions de francs le capital de la Société par l'émission, en une ou plusieurs tranches mais qui ne pourront être inférieures à deux millions de francs d'actions nouvelles de deux cent cinquante francs chacune, à souscrire et à libérer en espèces sans avoir besoin de recourir aux décisions de l'Assemblée générale, qui sera seulement appelée à vérifier les souscriptions et versements.

Le montant et la date d'émission de chaque tranche seront fixés souverainement par le Conseil d'Administration qui fixera également les primes de souscription s'il y a lieu.

L'autorisation ci-dessus donnée au Conseil d'administration de porter le capital à trente millions de francs ne fait aucun obstacle au pouvoir de l'Assemblée générale de porter le capital social en une ou plusieurs fois à telle somme plus élevée qu'elle jugerait à propos, suivant les besoins de la Société.

Article 9. — Sur le montant du capital de chaque action à souscrire en numéraire, le quart est payable en souscrivant.

Le surplus sera versé conformément aux appels de fonds qui seront faits par le Conseil d'Administration et notifiés aux actionnaires par lettre recommandée et par un avis inséré dans un journal d'annonces légales du siège social le tout dix jours francs à l'avance.

En cas d'augmentation de capital par l'émission d'actions à souscrire en numéraire, il en sera de même sauf décision contraire de l'Assemblée générale ou du Conseil d'Administration pour l'augmentation du capital de quinze millions de francs qu'il a été autorisé à effectuer par ses seules délibérations aux termes de l'article sept ci-dessus.

Afin d'unifier le dividende, les appels de fonds pourront être majorés, par le Conseil d'administration d'un prorata de six pour cent calculés depuis le commencement de l'exercice pendant lequel les appels de fonds auront été effectués.

A défaut par les actionnaires, d'effectuer les versements aux époques déterminées, l'intérêt du montant de ces versements sera de plein droit dû pour chaque jour de retard à raison de sept pour cent l'an à partir de la date d'exigibilité fixée à la lettre recommandée et à l'insertion dans le journal d'annonces légales ainsi qu'il est prévu ci-dessus.

Après mise en demeure à tout retardataire par lettre recommandée, et par un avis inséré comme il est dit plus haut, et sans qu'il soit nécessaire de recourir aux formalités de justice, les actions dont il est propriétaire pourront être vendues en bloc ou séparément, ou même successivement, publiquement par

ministère d'un agent de change si elles sont cotées ou par le ministère d'un notaire si elles ne le sont pas.

Cette vente est faite aux risques et péril du retardataire, les titres des actions ainsi vendues deviendront nuls de plein droit, et il en sera délivré aux acquéreurs de nouveaux, portant les mêmes numéros, comme libérés des versements dont le défaut aura motivé cette exécution.

Tout titre qui ne portera pas mention régulière des versements exigibles sur les actions cessera d'être négociable, et aucun coupon d'intérêt ou dividende ne lui sera payé.

Le produit de la vente des actions, déduction faite des frais, s'imputera dans les termes de droit, sur ce qui sera dû à la Société par l'actionnaire dépossédé lequel restera passible de la différence, s'il y a déficit, mais profitera de l'excédent s'il en existe.

Les mesures autorisées par le présent article ne feront pas obstacle à l'exercice simultané ou non par la Société des moyens ordinaires de droit.

Les actionnaires en défaut de paiement ne peuvent délibérer ni voter aux Assemblées générales.

Dans le cas où un actionnaire en défaut de paiement ferait partie du Conseil d'administration, il serait considéré de plein droit comme démissionnaire dix jours francs après la signification spéciale qui lui sera faite par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration pourra autoriser à toute époque les actionnaires à libérer par anticipation leurs actions.

Article 38.- alinéa quarto.-

L'assemblée générale annuelle fixe les prélèvements à effectuer pour la constitution de tous les fonds de réserve et de prévoyance, et décide tous reports à nouveau, totaux ou partiels, des bénéfices d'un exercice sur un exercice suivant.

Article 42.-

Les résultats de l'exercice fournis par la balance au compte de profits et pertes résumant, l'ensemble des opérations au moment de l'inventaire déduction faite de toutes les charges sociales et des amortissements, provisions et réserves jugées nécessaires par le Conseil constituent les bénéfices nets:

Sur les bénéfices, il est prélevé, dans l'ordre suivant:

Primo: Cinq pour cent pour la réserve légale:

Secundo: La somme nécessaire pour payer six pour cent d'intérêts sur les sommes dont les actions sont libérées et non amorties, sans que, si les bénéfices d'une année ne permettaient pas ce paiement, les actionnaires puissent le réclamer sur le bénéfice des années suivantes.

Tertio: Sur le surplus dix pour cent sont attribués au Conseil d'Administration à titre de tantièmes.

Le solde, après le prélèvement que l'Assemblée générale, sur la proposition du Conseil d'Administration, jugerait utile d'affecter à des amortissements ou à la création ou à l'augmentation d'un fonds de réserve extraordinaire, mais sans que ce prélèvement puisse être supérieur à la moitié du dit solde, sera réparti à raison de:

Soixante quinze pour cent aux actions.

Et vingt pour cent aux parts de fondateur.

Toutefois l'Assemblée générale, sur la proposition du Conseil d'Administration, pourra toujours autoriser tous reports de bénéfices à l'exercice suivant.

L'Assemblée générale peut aussi, sur la part revenant aux actions dans les bénéfices, créer des réserves spéciales qui restent leur propriété et peuvent être employées notamment au rachat des parts de fondateur.

Article 44.-Alinéa 1.-

Lorsque le fonds de réserve légale aura atteint le dixième du capital social, le prélèvement affecté à sa formation pourra être diminué ou supprimé. Toutefois, il reprendra son cours à son taux primitif si la réserve vient à descendre au dessous du dit dixième.

Article 46.-

Le Conseil d'Administration peut à toute époque, et pour quelque cause que ce soit, proposer à une Assemblée générale extraordinaire, la dissolution anticipée de la Société ou sa fusion avec une autre Société.

Article 47.-Alinéa 1.-

En cas de perte des trois-quart du capital social, le Conseil d'Administration est tenu de provoquer la réunion de l'Assemblée générale de tous les actionnaires à l'effet de statuer sur la question de savoir s'il y a lieu de continuer la Société ou de prononcer sa dissolution.

Pour extrait certifié conforme

le Greffier du Tribunal.

Signé: BRIAL

ETAT des mouvements de la navigation du Port de Lomé

pendant le mois de Février 1922

Noms des Navires	Pavillon	Dates		Tonnage Nominal	Equipage	Tonnage	
		d'entrée	de sortie			Débarqué	Embarqué
<i>Eboe</i> Opobo - Liverpool	Anglais	2. 2. 22	2. 2. 22	2.964 t.	61	0.555	135.814
<i>Bereby</i> New - York - Warri	Anglais	3. 2. 22	3. 2. 22	3.197 "	51	166.363	Sur Lest
<i>Minerva</i> Amsterdam - Cotonou	Hollandais	3. 2. 22	3. 2. 22	1.794 "	32	6.016	Sur Lest
<i>Sir George</i> Seccondée - Lagos	Anglais	4. 2. 22	4. 2. 22	732 "	50	235	Sur Lest
<i>Thomas Holt</i> Liverpool - Warri	Anglais	5. 2. 22	5. 2. 22	841 "	31	13.298	14.579
<i>Olbia</i> Cotonou - Marseille	Français	5. 2. 22	5. 2. 22	2.386 "	61	Sur Lest	30.000
<i>St. Louis</i> Bordeaux - Cotonou	Français	6. 2. 22	6. 2. 22	3.277 "	37	28.556	Sur Lest
<i>Bata</i> Liverpool - Opobo	Anglais	8. 2. 22	8. 2. 22	3.278 "	55	39.364	Sur Lest
<i>Lokoja</i> Lagos - Seccondée	Anglais	8. 2. 22	8. 2. 22	575 "	29	Sur Lest	5.652
<i>Aabenraa</i> Copenhague - Accra	Danois	9. 2. 22	9. 2. 22	1.207 "	25	15.513	Sur Lest
<i>Jekri</i> Port - Harcourt - Liverpool	Anglais	10. 2. 22	10. 2. 22	4.278 "	52	Sur Lest	35.946
<i>Sabotawan</i> New - York - Port Harcourt	Américain	11. 2. 22	11. 2. 22	3.370 "	30	27.222	Sur Lest
<i>Ebani</i> Forcados - Liverpool	Anglais	13. 2. 22	13. 2. 22	2.963 "	61	Sur Lest	6.250
<i>Ijselstroom</i> Amsterdam - Lagos	Hollandais	15. 2. 22	16. 2. 22	1.551 "	31	71.005	Sur Lest
<i>Rota</i> Amsterdam - Cotonou	Danois	17. 2. 22	17. 2. 22	723 "	21	10.515	Sur Lest
<i>St. Vincent</i> Lagos - Hambourg	Français	18. 2. 22	18. 2. 22	3.271 "	36	0.015	134.468
<i>Lokoja</i> Seccondée - Lagos	Anglais	18. 2. 22	18. 2. 22	575 "	29	2.209	0.055
<i>Asie</i> Matadi - Bordeaux	Français	18. 2. 22	18. 2. 22	4.214 "	172	0.154	25.610
<i>Baoule</i> Cotonou - Havre / Hambourg	Français	19. 2. 22	19. 2. 22	3.538 "	51	Sur Lest	162.569
<i>Sellesia</i> Lagos - Hambourg	Anglais	22. 2. 22	25. 2. 22	2.263 "	29	Sur Lest	508.461
<i>Gaboon</i> Hambourg - Lagos	Anglais	24. 2. 22	24. 2. 22	2.004 "	45	80.209	Sur Lest
<i>Bereby</i> Burutu - New - York	Anglais	24. 2. 22	25. 2. 22	3.197 "	46	125	126.806
<i>Lokoja</i> Lagos - Seccondée	Anglais	25. 2. 22	25. 2. 22	575 "	29	1.025	18.130
<i>Europe</i> Bordeaux - Matadi	Français	26. 2. 22	26. 2. 22	2.896 "	132	300	049
<i>Félix Fraissinet</i> Marseille - Cotonou	Français	27. 2. 22	27. 2. 22	2.291 "	44	169.725	187

Lomé, le 1er Mars 1922
Le Chef du Service des Douanes
Guénou

JOURNAL OFFICIEL

des Territoires occupés de l'Ancien Togo

Paraissant le 1er de chaque mois, à Lomé

Prix du Numéro: 1.f 25

SOMMAIRE

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES DIVERSES.

F. & A. SWANZY, LTD.

Extrait des minutes du Greffe du Tribunal de première instance de Lomé (Togo)

ACTE DE DEPOT AU GREFFE.

L'an mil neuf cent vingt deux et le dix Février

Par devant Me Cyprien Brial Greffier-notaire près le Tribunal de première instance de Lomé a comparu:

Me Vittini avocat défenseur à Lomé lequel a, par ces présentes, déposé au greffe:

1^o La traduction en langue française d'un certificat, en date du 8 Juin 1921, délivré par M. Birtles Greffier des sociétés anonymes, le dit certificat établissant que la Société "F. & A. SWANZY LIMITED" a été constituée le 24 Mars 1904 comme société à responsabilité limitée sous le régime des lois anglaises de 1862 et 1900 sur les sociétés.

2^o Un certificat, en date du 10 Décembre 1921, auquel est attachée la traduction précitée, le dit certificat, rédigé en langue française et délivré par Me Percy Ebenezer Mattocks Notaire public à Londres, attestant la sincérité de la traduction.

3^o La traduction en langue française d'un acte de société aux termes duquel:

Il est formé, conformément aux lois anglaises de 1862 et 1900 sur les sociétés, une société par actions à responsabilité limitée, qui prend la dénomination de "F. & A. SWANZY LIMITED" dont le siège social est en Angleterre.

La société a pour objet toutes opérations se rapportant au commerce.

Le capital social est de deux cent cinquante mille livres sterling divisé en cent soixante dix mille actions ordinaires et quatre vingts mille actions privilégiées, chaque action étant d'une livre sterling.

Le nombre des administrateurs de la société ne peut être ni inférieur à deux ni supérieur à sept; les

deux premiers administrateurs seront M. Francis Swanzy demeurant 147 Cannon Street à Londres et M. William Cleaver demeurant également 147 Cannon Street à Londres.

4^o La traduction en langue française de la liste des noms, adresses et professions des souscripteurs.

5^o La traduction en langue française d'une délibération votée par l'Assemblée générale extraordinaire du 29 Mars 1909 et confirmée, dans les mêmes conditions, le 19 Avril 1909, la dite délibération portant modification des art. 6 et 11 de l'acte de société, suppression de l'art. 12 et adjonction des art. 10 A et 53 A.

6^o La traduction en langue française d'une délibération votée par l'Assemblée générale extraordinaire le 2 Mai 1913 et confirmée, dans les mêmes conditions le 23 Mai 1913, la dite délibération portant modification de l'art. 88 de l'acte de société et adjonction d'un art. 89 A.

7^o La traduction en langue française d'une délibération votée, le 5 Juillet 1919, par l'Assemblée générale extraordinaire et confirmée, dans les mêmes conditions le 1er Août 1919, la dite délibération portant modification de l'art. 66, suppression de l'art. 84, modification des art. 85 et 86, suppression de l'art. 87, modification des art. 88-89-89 a-90-91-95-96-97-98-99-113-130-132.

8^o La traduction en langue française d'une délibération votée le 11 Mars 1920, par l'Assemblée générale extraordinaire, et confirmée dans les mêmes conditions, le 30 Mars 1920, la dite délibération portant adjonction, à l'acte de société, d'un art. 142 a.

9^o Un certificat, auquel sont attachés les six documents analysés sous les numéros 3-4-5-6-7-8 ci-dessus, le dit certificat en date du 10 Décembre 1921, rédigé en langue française et délivré par Me Percy Ebenezer Mattocks Notaire public à Londres attestant la sincérité des six traductions précitées.

10^o Un document en langue anglaise dont la traduction en langue française est visée au numéro ci-dessus.

11^o Un certificat 2.3. auquel est attaché le document mentionné au No. 10, le dit certificat en date du 16 Juin 1920, rédigé en langue française et délivré par Me Percy Ebenezer Mattocks Notaire à Londres, attestant l'authenticité du document y attaché.

12^o Six documents en langue anglaise dont la traduction en langue française est visée ci-dessus aux numéros 3-4-5-6-7-8.

13^o Un certificat, auquel sont attachés les six documents ci-dessus, le dit certificat en date du 16

Juin 1920, rédigé en langue française et délivré par Me Percy Ebenezer Mattocks, Notaire, attestant l'authenticité des documents y attachés

Desquels documents dûment timbrés le comparant nous a demandé acte du dépôt, que nous lui avons octroyé.

Et a signé avec Nous après lecture.

Signé: VITTINI; C. BRIAL

Pour expédition conforme

Le Greffier du Tribunal

C. BRIAL

MILLERS, LIMITED.

Extrait des minutes du Greffe du Tribunal de première instance de Lomé (Togo).

ACTE DE DEPOT AU GREFFE

L'an mil neuf cent vingt deux et le dix Février.

Par devant Me Cyprien Brial Greffier Notaire près les Tribunal de première instance de Lomé a comparu:

Me Vittini avocat défenseur à Lomé lequel a par ces présentes déposé au Greffe:

1. La traduction en langue française d'un certificat, en date à Londres du 8 Juin 1921, délivré par M. Birtles Greffier des sociétés anonymes, le dit certificat établissant que la Société "MILLERS LIMITED" a été constituée, le 23 Juillet 1903, comme société à responsabilité limitée, sous le régime des lois anglaises de 1862 et 1900 sur les sociétés.

2. Un certificat en date du 10 Décembre 1921, auquel est attachée la traduction précitée, le dit certificat, rédigé en langue française et délivré par Me Percy Ebenezer Mattocks, Notaire public à Londres, attestant la sincérité de la traduction.

3. La traduction, en langue française d'un acte de société aux termes duquel:

Il est formé, conformément aux lois anglaises de 1862 et 1900 sur les sociétés, une société par actions à responsabilité limitée qui prend la dénomination de "MILLERS LIMITED" et dont le siège social est en Angleterre.

La société a pour objet toutes opérations se rattachant au commerce.

Le capital social est de deux cent mille livres sterling divisé en deux cent mille actions d'une livre sterling chacune dont cent vingt mille actions ordinaires et quatre vingt mille actions privilégiées.

4. La traduction en langue française, de la liste des noms, adresses et professions des souscripteurs.

5. La traduction en langue française des statuts de la société "MILLERS LIMITED."

Aux termes de l'article 100 des dits statuts le nombre des administrateurs (autres que les premiers) ne pourra être inférieur à quatre, ni supérieur à sept.

Aux termes de l'article 101 des mêmes statuts les deux premiers administrateurs seront M. Alexander Miller négociant, Surry House, Victoria Embankment, Londres, et M. Georges Miller, négociant, Surry House, Victoria Embankment, Londres.

6. La traduction en langue française, d'une délibération votée par l'Assemblée générale extraordinaire du 14 Février 1905 et confirmée, dans les mêmes conditions, le 14 Mars 1905, la dite délibération portant modification de l'art. 53 des statuts.

7. La traduction en langue française, d'une délibération votée par l'Assemblée générale extraordinaire du 29 Mai 1908 et confirmée, dans les mêmes conditions, le 19 Juin 1908, la dite délibération portant modification des articles 11-12- et 53. des statuts.

8. La traduction en langue française, d'une délibération votée par l'Assemblée générale extraordinaire du 17 Novembre 1911 et confirmée, dans les mêmes conditions, le 16 Décembre 1911, la dite délibération portant modification des art. 79 et 133 des statuts.

9. La traduction en langue française d'une délibération votée par l'Assemblée générale extraordinaire du 15 Juillet 1919 et confirmée, dans les mêmes conditions, le 1er Août 1919, la dite délibération modifiant les statuts et portant: modification de l'art. 36, suppression des art. 37 à 42, modification de l'art. 43, suppression des art. 44 et 46, modification de l'art. 5, suppression des art. 52 et 53, modification de l'art. 71, adjonction d'un article 79a, modification des art. 82 et 100, suppression de l'art. 101, modification des art. 102-103-104a, adjonction d'un art. 104a, modification des art. 105-106-107-111-113-114-115-128-145-147.

10. La traduction, en langue française d'une délibération votée par l'Assemblée générale extraordinaire du 11 Mars 1920 et confirmée, dans les mêmes conditions, le 30 Mars 1920, la dite délibération portant modification des statuts par adjonction d'un art. 142 A.

11. Un certificat, auquel sont attachés les huit documents analysés sous les numéros 3-4-5-6-7-8-9-10 ci-dessus, le dit certificat en date du 10 Décembre 1921, rédigé en langue française et délivré par Me Percy Ebenezer Mattocks Notaire public à Londres, attestant la sincérité des huit traductions précitées.

12. Un document, en langue anglaise, dont la traduction en langue française, est visée au numéro 1 ci-dessus.

13. Un certificat, en langue française, auquel est attaché le document mentionné au No. 12, le dit certificat, en date du 16 Juin 1921, rédigé en langue française et délivré par Me Percy Ebenezer Mattocks Notaire public à Londres, attestant l'authenticité du document y attaché.

14. Huit documents, en langue anglaise, dont la traduction en langue française est visée, ci-dessus, aux numéros 3-4-5-6-7-8-9-10.

15. Un certificat auquel sont attachés les huit documents ci-dessus, le dit certificat en date du 16 Juin 1921, rédigé en langue française et délivré par Me Percy Ebenezer Mattocks Notaire public à Londres, attestant l'authenticité des huit documents y attachés.

Desquels documents, dûment timbrés, le comparant nous a demandé acte du dépôt que nous lui avons octroyé.

Et a signé avec nous lecture faite.

Signé: VITTINI; C. BRIAL

Pour expédition conforme

Le Greffier du Tribunal,

AFRICAN AND EASTERN TRADE CORPORATION LIMITED

Extrait des minutes du Greffe du Tribunal
de première instance de Lomé (Togo).

ACTE DE DEPOT AU GREFFE.

L'an mil neuf cent vingt deux, le vingt et un Février.

Par devant Me. Cyprien Brial Greffier Notaire
près le Tribunal de première instance de Lomé, a
comparu:

Me. Vittini avocat défenseur à Lomé, lequel a, par
ces présentes, déposé au Greffe:

1^o la traduction en langue française d'un certificat,
en date à Londres du quinze Juin mil neuf cent vingt
et un, délivré par M. Birtles Greffier des Sociétés
anonymes, le dit certificat établissant que la Société
"AFRICAN AND EASTERN TRADE CORPORATION LIMITED" (dont la dénomination primitive était
"AFRICAN ASSOCIATION LIMITED" et qui a été
changée par délibération spéciale et avec la sanction
du Ministre du Commerce d'Angleterre le quatre
Septembre mil neuf cent neuf) a été constituée, sous
le régime des lois anglaises de 1862 et 1886 sur les
Sociétés, comme société à responsabilité limitée, le
treize Juin 1909.

2^o Un certificat en date du 22 Décembre 1921, au-
quel est attachée la traduction précitée. le dit certi-
ficat, rédigé en langue française et délivré par Me
Percy Ebenezer Mattocks Notaire public à
Londres, attestant la sincérité de la traduction.

3^o la traduction en langue française, d'un acte de
société aux termes duquel:

Il est formé une Société par actions à responsabi-
lité limitée qui prend la dénomination "AFRICAN
ASSOCIATION LIMITED" et dont le siège social est
en Angleterre.

La société a pour objet toutes opérations se ratta-
chant au commerce.

Le capital nominal de la Société est de deux mil-
lions de livres sterlings divisé en deux cent mille
actions de dix livres chacune, dont les quinze cents
premières seront des parts de fondateur et les autres
des actions ordinaires.

4^o La traduction, en langue française, des statuts
de la Société "AFRICAN ASSOCIATION Limited".

Aux termes de l'article 91 des dits statuts le nom-
bre des Administrateurs ne pourra être inférieur à
cinq ni supérieur à trente.

Aux termes de l'article 92 des mêmes statuts "Les
premiers administrateurs seront Messieurs Thomas
Stanley Rogerson, de Liverpool; John Holt,
d'Oxton, Comté de Cheshire; Robert Cowan
McKinnon, de Glasgow; Hahnemann Stuart de
Seaforth, Lancashire; William Couper, de Glasgow;
Mervyn Kersteman King, de Bristol; Edward
Hatton Cookson de Liverpool; et Alfred Samuel
Graves, de Rock Ferry, Cheshire, qui occuperont
ce poste jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire de
18917."

6^o La traduction, en langue française, d'une déli-
bération votée par l'Assemblée générale extraordinaire
du 30 Octobre 1889 et confirmée, dans les mêmes
conditions, le 20 Novembre 1889, la dite délibération
portant modification des articles 70—98—et 120 des
statuts.

7^o La traduction, en langue française, d'une déli-
bération votée par l'Assemblée générale extraordinaire
du 24 Janvier 1890 et confirmée, dans les mêmes con-
ditions, le 11 Février 1890, la dite délibération portant
modification des articles 21 et 100 des statuts.

8^o La traduction, en langue française, d'une déli-
bération votée par l'Assemblée générale extraordinaire
du 6 Août 1890 et confirmée, dans les mêmes con-
ditions, les 25 Août 1890, la dite délibération por-
tant modification des articles des statuts numéros 32
—33—34—137—145 et suppression de l'article
numéro 157 des mêmes statuts.

9^o La traduction, en langue française, d'une déli-
bération votée par l'assemblée générale extraordinaire
du 21 Septembre 1897 et confirmée, dans les mêmes
conditions, le 14 Octobre 1897, la dite délibération
portant réduction du capital de la Société de deux
millions de livres sterlings à un million six cent mille
livres sterlings.

10^o La traduction, en langue française, d'une déli-
bération votée par l'assemblée générale extraordinaire
du 14 Octobre 1897 et confirmée, dans les mêmes
conditions, le 2 Novembre 1897, la dite délibération
portant modification des articles 86 et 87 des statuts,
adjonction d'un nouvel article numéroté 87 A, modi-
fication de l'article 95.

11^o La traduction, en langue française, d'une déli-
bération votée par l'assemblée générale extraordinaire
du 1er Juillet 1910 et confirmée, dans les mêmes con-
ditions, le 18 Juillet 1910, la dite délibération portant
division des parts de fondateur et modification de
l'article 95 des statuts.

12^o La traduction, en langue française, de deux
délibérations votées par l'assemblée générale extraor-
dinaire du 1er Mars 1912 et confirmée, dans les mêmes
conditions, le 22 Mars 1912, la première délibération
portant: a/ division des parts de fondateur et des
actions ordinaires non encore émises, b/ création d'ac-
tions privilégiées, c/ modification de l'article 6 de l'ac-
te de société; la deuxième délibération portant modi-
fication de l'article 81 des statuts.

13^o La traduction en langue française d'une déli-
bération votée par l'Assemblée générale extraordinaire
du 9 Août 1917 et confirmée, dans les mêmes con-
ditions, le 7 Septembre 1917, la dite délibération mo-

diffiant les droits respectifs des parts de fondateur et des actions, et répartissant le "boni".

14^o La traduction, en langue française, d'une délibération votée par l'Assemblée générale extraordinaire du 16 Juin 1919 et confirmée, dans les mêmes conditions, le 14 Juillet 1919, la dite délibération portant: modification de l'article 70 des statuts, modification de l'article 92, nomination de M. M. James Henry BATTY Edwin Arthur BEAZLEY, Alexander COWAN, Harry COTTERELL, Wolf, William Henry GREY, Thomas Rowland HUGHES, Henry Charles HUTCHINSON, Malcolm Henry MCNEILL, Robert, Brown MILLER, William NICHOLL, Maz-zini STUART, John TUNNICLIFFE, comme administrateurs, suppression de l'article 93, modification des articles 101, 102 et 107, et enfin augmentation du capital social de manière à le porter de un million six cent mille livres sterlings à dix millions de livres sterlings par la création de: a/ quatre millions sept cent mille nouvelles actions ordinaires d'une livre st. chacune; b/ de trois millions sept cent mille nouvelles actions d'une livre chacune à dénommer "actions B Privilégiées cumulatives 6%".

15^o La traduction, en langue française, d'une délibération votée par l'assemblée générale extraordinaire du 30 Juillet 1919 et confirmée, dans les mêmes conditions, le 18 Août 1919, la dite délibération portant changement du nom de la société en celui de "AFRICAN AND EASTERN TRADE CORPORATION Limited" à la place du nom primitif "AFRICAN ASSOCIATION Limited".

16^o La traduction, en langue française, d'une délibération votée par l'assemblée générale extraordinaire le 13 Février 1920 et confirmée, dans les mêmes conditions, le 5 Mars 1920, la dite délibération portant modification des articles 4—18—47—98—146 des statuts de la société.

17^o La traduction en langue française 3-4-5-6 de a/ une délibération votée par l'assemblée générale extraordinaire du 9 Juillet 1920 et confirmée, dans les mêmes conditions, le 29 Juillet 1920, la dite délibération portant modification des articles 15—122—129 des statuts en adjonction d'un article 133 A aux dits statuts; b/ d'une délibération votée par l'assemblée générale extraordinaire du 29 Juillet 1920, la dite délibération portant affectation des bénéfices non distribués de la société figurant au crédit du fonds de réserve.

18^o Un certificat, auquel sont attachés les quinze documents analysés sous les numéros 3—4—5—6—7—8—9—10—11—12—13—14—15—16—17 ci dessus, le dit certificat, en date du 22 Décembre 1921, rédigé en langue française et délivré par Me Percy Ebenezer Mattocks Notaire public à Londres, attestant la sincérité des quinze traductions précitées.

19^o Un document en langue anglaise dont la traduction en langue française est visée au No. 1 ci-dessus.

20^o Un certificat, en langue française, auquel est attaché le document mentionné au No. 19, le dit certificat, en date du 16 Juin 1921, rédigé en langue française et délivré par Me Percy Ebenezer Mattocks, Notaire public à Londres, attestant l'authenticité du document y attaché.

21^o Quinze documents, en langue anglaise, dont

la traduction en langue française, est visée, ci-dessus, au Nos. 3-4-5-6-7-8-9-10-11-12-13-14-15-16-17.

22. Un certificat, auquel sont attachés les quinze documents mentionnés au numéro qui précède, le dit certificat, en date du 16 Juin 1921, rédigé en langue française et délivré par Me Percy Ebenezer Mattocks Notaire public à Londres, attestant l'authenticité des quinze documents y attachés.

Desquels documents, le comparant nous a demandé acte du dépôt que nous lui avons octroyé.

Et a signé avec nous après lecture faite.

Signé: VITTINI C. BRIAL.

Taxe acquittée sur la minute:

Droit fixe: Cinquante centimes.

Pour expédition conforme

Le Greffier du Tribunal

CROMBIE STEEDMAN & CO. LIMITED.

Extrait des minutes du Greffe du Tribunal de première instance de Lomé (Togo)

ACTE DE DEPOT AU GREFFE.

L'an mil neuf cent vingt deux et le dix février par devant Me Cyprien Briat Greffier près le Tribunal de première instance de Lomé a comparu:

Me Vittini avocat défenseur à Lomé, lequel a par ces présentes déposé au Greffe:

1^o la traduction en langue française d'un certificat en date à Londres du six Juin mil neuf cent vingt et un, délivré par M. Eirtles greffier des sociétés anonymes, le dit certificat établissant que la Société "CROMBIE STEEDMAN & CO. LIMITED" a été constituée, le dix huit Juillet mil neuf cent dix sept, comme Société à responsabilité limitée, sous le régime des lois anglaises de mil neuf cent huit et mil neuf cent treize sur les sociétés.

2^o un certificat en date du 22 Décembre 1921, auquel est attachée la traduction précitée, le dit certificat, rédigé en langue française et délivré par Me Percy Ebenezer Mattocks Notaire public à Londres, attestant la sincérité de la traduction.

3^o la traduction, en langue française, d'un acte de société aux termes duquel:

Il est formé, conformément aux lois anglaises de 1908 et 1913 sur les sociétés, une société par actions à responsabilité limitée qui prend la dénomination de "CROMBIE STEEDMAN & CO. LIMITED," et dont le siège social est en Angleterre.

La société a pour objet toutes opérations se rattachant au commerce.

Le capital social est de cent cinquante mille livres sterlings divisé en cent cinquante mille actions d'une livre chacune dont cinquante mille actions privilégiées et cent mille actions ordinaires.

40 La traduction en langue française de la liste des noms, adresses et professions des souscripteurs.

50 la traduction en langue française des statuts de la société "CROMBIE STEEDMAN & CO. LIMITED."

Aux termes de l'article 85 des dits statuts, le nombre des administrateurs ne pourra être inférieur à deux ni supérieur à sept.

Les premiers administrateurs de la Société seront élus, par écrit, par une majorité des signataires de l'acte de société.

60 la traduction en langue française d'une délibération, votée par l'Assemblée générale extraordinaire du trente et un Décembre 1919 et confirmée, dans les mêmes conditions, le 15 Janvier 1920, la dite délibération portant augmentation du capital social de cent cinquante mille livres sterlings à deux cent cinquante mille livres sterlings par la création de cent mille actions ordinaires nouvelles d'une livre chacune.

70 la traduction en langue française d'une délibération votée par l'Assemblée générale extraordinaire du 16 mars 1920 et confirmée, dans les mêmes conditions, le 31 mars 1920, la dite délibération portant augmentation du capital de deux cent cinquante mille livres sterlings à trois cent mille livres sterlings, par la création de cinquante mille actions ordinaires nouvelles d'une livre sterling chacune.

80 un certificat, auquel sont attachés les cinq documents analysés sous les numéros 3-4-5-6-7 ci-dessus, le dit certificat en date du 22 décembre 1921, rédigé en langue française et délivré par Me Percy Ebenezer Mattocks Notaire à Londres, attestant la sincérité des cinq traductions précitées.

90 un document en langue anglaise dont la traduction en langue française est visée au numéro un ci-dessus.

100 un certificat, en langue française, auquel est attaché le document mentionné au numéro 9 ci-dessus, le dit certificat en date du 16 juin 1921, rédigé en langue française et délivré par Me Percy Ebenezer Mattocks Notaire à Londres, attestant l'authenticité du document y attaché.

110 Cinq documents en langue anglaise dont la traduction en langue française est visée ci-dessus aux numéros 3-4-5-6-7.

120 Un certificat, auquel sont attachés les cinq documents ci-dessus, le dit certificat, en date du 16 juin 1921, rédigé en langue française et délivré par Me Percy Ebenezer Mattocks Notaire à Londres, attestant l'authenticité des six documents y attachés.

Desquels documents, dûment timbrés, le comparant nous a demandé acte du dépôt que nous lui avons octroyé.

Et a signé avec nous après lecture:

Signé: VITTINI; C. BRIAL;

Pour expédition conforme
Le Greffier du Tribunal
C. BRIAL.

Du 20 Septembre 1921.

Acte de dépôt des Statuts de la Société
JOHN HOLT
et Compagnie.

Extrait des minutes du Greffe du Tribunal de première Instance de Lomé.

L'an mil neuf cent vingt un et le vingt Septembre
Au greffe du Tribunal de première Instance de Lomé et devant nous ERNEST DUPUY, greffier p.i. soussigné.

A comparu:

Monsieur Vittini, Avocat-Défenseur demeurant à Lomé

Lequel a, par ces présentes déposé au greffe du Tribunal pour être mis au rang des minutes une expédition des statuts de la société Anglaise JOHN HOLT et Company (Liverpool), Limited, dont le siège social est en Angleterre, établie par M. EDWARD LASLIE BURGIN, Solicitor près la cour suprême de Judicature d'Angleterre à Londres en date du vingt sept Juillet mil neuf cent vingt et un, laquelle expédition est écrite sur douze pages à la machine à écrire, au recto seulement dûment timbrée, sans rature ni mot rayé nul, enregistrée et légalisée à Paris.

Duquel dépôt le comparant a requis acte que nous lui avons donné.

Et a signé avec nous après lecture.

Signé: Maître VITTINI et ERNEST DUPUY
Taxe acquittée sur la minute chapitre X § II droits fixes. Valeur du Timbre apposé: cinquante centimes.

Pour expédition certifiée conforme

Le Greffier p.i.

ERNEST DUPUY.

Extrait des minutes du greffe du Tribunal de première Instance de Lomé.

Qu'il soit notoire à tous ceux qu'il appartiendra:

Je soussigné EDWARD LISLIE BURGIN de la maison Denton Shall et Burgin près la cour suprême de Judicature d'Angleterre, dûment admis et assermenté, demeurant et exerçant à Londres (Angleterre).

Après avoir pris connaissance:

10 Du certificat d'Incorporation de la Société Anglaise "JOHN HOLT et Company (Liverpool) Limited" en date du 29 Mars 1897.

20 Du Memorandum d'Association et des Statuts de la dite Société Anglaise "JOHN HOLT et Company (Liverpool) Limited" déposés à Londres au Greffe des Sociétés à capitaux réunis.

Déclare et certifie ce qui suit:

La Société Anglaise connue sous le titre de "JOHN HOLT et Company (Liverpool) Limited" dont le siège est en Angleterre est une Société à responsabilité limitée dûment constituée en Angleterre, conformément aux Lois anglaises.

Les objets pour lesquels la Société est constituée sont:

A. Adopter et mettre à exécution, avec ou sans modification, un contrat en date du 11 Mars 1897 passé entre John Holt de première part, Florence Mary Holt, de deuxième part, Thomas Welsh, de troisième part et Alfred Allen Haymes au nom de la Société de quatrième part, dont une copie a dans un but d'identification, été signée par James Wilcox Alsop, Solicitor de la cour suprême.

B. Faire les affaires de Négociants en produits Africains dans toutes leurs branches.

C. Acquérir et entreprendre tout ou partie quelconque des affaires, biens, droits et engagements de toute personne, maison ou société exerçant une industrie quelconque que la société est autorisée à exercer ou possédant des biens ou droits pouvant servir aux objets de la société:

D. Acheter, prendre à bail ou autrement acquérir des concessions, territoires, terrains, propriétés pécheries et biens, dans un but quelconque en Afrique ou ailleurs et tous droits, privilèges, pouvoirs, servitudes et accessoires en dépendant ou possédés occupés ou en jouissance, les exploiter, exercer, développer et utiliser, en développer les ressources en bâtissant, améliorant, plantant, défrichant, creusant des mines, créant des fermes, cultivant, pêchant et les exploitant autrement, particulièrement en favorisant l'immigration en fondant des villes villages et colonies.

E. Faire, ériger, construire, fournir, améliorer entretenir, conduire, se servir, diriger et exploiter dans toutes les parties du monde des routes, chemins de fer, lignes télégraphiques, téléphones lumière électrique, usines de chauffage et de force, motrice, canaux, réservoirs, travaux hydrauliques, puits, aqueducs, cours d'eau, hauts fourneaux, usines à gaz, jetées, quais, docks carrières, mines, usines à quartz, scieries et autres usines, établissements hydrauliques, fabriques, magasins; navires, vaisseaux, bateaux à vapeur et autres usines, bâtiments et choses pouvant paraître convenable aux objets de la société; payer ou contribuer au paiement du coût nécessaire pour les faire, ériger, construire, fournir, améliorer entretenir diriger, user et exploiter.

F. Acquérir par achat ou autrement pour les affaires de la Société en Afrique ou dans toutes les parties du monde, toutes fabriques bâtiments, usines, matériel industriel, machines, brevets, droits de brevets, procédés secrets ou autres choses; ériger, entretenir, reconstruire et approprier des bâtiments, usines, matériel industriel, machines, et autres choses reconnues nécessaires ou utiles pour les objets de la société.

G. Exploiter les professions de Négociants, Importateurs, Exportateurs, Armateurs, Constructeurs de Navires, Affréteurs de Navires ou autres vaisseaux, Entrepositaires, Propriétaires de quais, Commerçants en général, Banquiers, Entrepreneurs, Agents, Courtiers,

Expéditeurs, Planteurs, Fermiers, Eleveurs, Cultivateurs, Mineurs, Métallurgistes, Ingénieurs, Fondateurs, Assureurs Maritimes et les opérations ordinaires d'assurances Maritimes et contre l'Incendie dans toutes leurs branches ou toutes autres affaires ou affaires quelconques et dans quelque lieu que ce soit pouvant, d'après l'opinion du conseil d'Administration, être convenablement faites à ce sujet, ou destinées directement ou indirectement à augmenter la valeur des biens ou droits de la société ou de les rendre profitables; acheter, commercer dans toutes espèces de produits, marchandises, métaux, monnaies, pièces de monnaies, minéraux, charbon, coke, briques, bois de construction, bétail, marchandises, provisions, effets personnels, biens et objets de toute espèce ou nature; faire toutes opérations quelconques d'agence de commission, de commerce, d'industrie, de finance et de toute description.

H. Former et constituer toute autre société ou société dans le but d'acquérir ou d'entreprendre la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la présente Société ou d'en favoriser directement ou indirectement les objets ou intérêts; prendre ou autrement acquérir et posséder des actions dans toute société semblable et garantir le paiement de toutes obligations ou autres valeurs émises par toute société semblable.

I. Acheter, prendre, ou autrement acquérir et posséder toutes actions dans toute autre société.

J. Se fusionner, entrer en association ou faire tout arrangement pour le partage des bénéfices, fusion d'intérêts ou coopération avec toute personne, maison ou société exerçant ou sur le point d'exercer toute affaire ou opération pouvant être conduite de manière à profiter soit directement soit indirectement à la société prendre ou autrement acquérir et posséder des actions dans toute société semblable; et toute fusion, association, arrangement, ou coopération semblable pourra s'étendre soit à la totalité soit à une partie ou parties quelconques de ces affaires, occupations ou opérations comme il est dit ci-dessus.

K. Vendre l'entreprise de la société ou en disposer, soit en totalité, soit en partie de la totalité ou en partie quelconque des biens alors existants de la société, pour tel prix que la Société pourra juger convenable et, en particulier, pour des actions, obligations ou valeurs de toute autre Société ayant des objets entièrement ou partiellement similaires.

L. Répartir en nature entre les membres tous biens quelconques de la Société, mais de manière à ce qu'aucune répartition équivalente à une réduction de capital ne soit faite sans la sanction (s'il en existe) alors exigée par la loi.

M. Faire tirer, accepter, endosser, émettre, escompter, acheter, vendre et négocier, tous billets à ordre, lettres de change, obligations, coupons, lettres de crédit et autres documents commerciaux et négociables.

N. Prêter, placer et employer tous fonds de la Société non immédiatement nécessaires, en telles valeurs soit mobilières soit autrement et de telle manière qu'il pourra de temps à autre être jugé convenable.

O. Recevoir des sommes, valeurs et titres de toute espèce en dépôt, à intérêts ou en garde ou autrement.

P. Emprunter de l'argent de telle autre manière que la Société jugera à propos et en particulier sur hypothèque ou surémission d'obligations ou titres de parts de capital, perpétuels ou à échéance fixe, avec ou sans gage sur la totalité ou partie de l'entreprise et des biens de la Société (tant présents que futurs y compris son capital non appelé).

Q. Souscrire pour aider, constituer ou créer toute vente de charité, de religion, d'enseignement, de prévoyance ou de bienfaisance en faveur de colons, sur les biens de la Société ou en faveur des employés actuels ou anciens de la Société ou de toutes autres personnes au bien être desquelles la Société peut s'intéresser ou dont l'établissement ou la conduite peut être considérée de nature à favoriser les intérêts de la Société, faire des paiements pour l'assurance sur la vie de ces personnes; faire ou garantir des dispositions par voies, de rentes, de pensions ou autrement au profit de toutes personnes employées par la Société pouvant par maladie ou autrement être rendues incapables de travailler, ou de veuves ou familles de ces personnes et autres en dépendant.

R. Garantir l'exécution de tous contrats ou obligations.

S. Accepter des biens en fideicommiss et agir comme fideicommissaire, exécuteur testamentaire et sequestre.

T. Rémunérer toute personne ou société pour des services rendus en plaçant ou en aidant à placer toutes actions quelconques du capital de la Société ou toutes obligations ou autres valeurs de la Société.

U. Demander, acquérir et posséder soit seul ou conjointement avec toute autre Société ou personnes, toutes Chartres, lois de parlement, privilèges ou autres droits ou pouvoirs du Gouvernement Britannique; faire constituer, incorporer, ou reconnaître la Société dans tout Etat étranger; faire tous arrangements ou traites avec tout potentat, tribu, population ou personnes, ou tous Gouvernements ou autorités supérieures, provinciales, municipales, locales ou autrement pouvant paraître favoriser les objets de la Société ou aucune d'eux; obtenir de tout potentat, tribu, population ou personnes, gouvernement ou autorités semblables tous droits, privilèges, pouvoirs et concessions que la Société pourra juger à propos d'obtenir et effectuer, exercer et accomplir tous ces arrangements, droits, privilèges, pouvoirs et concessions.

V. Faire toutes ou l'une quelconque des choses ci-dessus dans toute partie du monde, soit seule ou conjointement avec d'autres, soit comme partie principale, Agent, entrepreneur fideicommissaire ou autrement et soit directement par ces propres fonctionnaires, soit par des fideicommissaires, sous traitants, agents ou autrement.

W. Faire toutes autres choses accessoires ou conduisant à l'accomplissement des objets ci-dessus ou aucune d'eux.

4. La responsabilité des membres est limitée.

5. Le capital de la Société est de £1,150,000 divisé en 1,000,000 actions de £1 chacune, et 150,000 actions privilégiées de £1 chacune.

6. Toutes actions non alors émises et tou-

tes nouvelles actions à créer pourront de temps à autres être émises, avec telle garantie ou tel droit de préférence, soit à l'égard du dividende ou du remboursement du capital soit à l'égard des deux ou avec tel autre privilège ou avantage spécial sur toutes actions préalablement émises ou alors sur le point d'être émises, ou avec tels droits différés ou qualifiés, par rapport à toutes actions préalablement émises ou sous réserve de telles dispositions ou conditions, et avec tout droit spécial ou limité quelconque, à telles conditions que la Société pourra de temps à autre décider.

Elle est administrée par un Conseil d'Administration qui a tous les pouvoirs nécessaires pour représenter la Société "JOHN HOLT et Company (Liverpool) Limited" et pour l'obliger envers les tiers.

Au nombre des dits pouvoirs sont les suivants qui sont énoncés dans les statuts en traduisant de l'anglais comme suit:

Article 99— Les Administrateurs peuvent et sont par les présentes chargés d'adopter immédiatement pour la Société le Contrat mentionné dans le Mémoire d'Association avec telles modifications dans les conditions du dit contrat qu'ils pourront juger convenable; et en ce faisant, peuvent attribuer telles actions, émettre telles obligations et faire tels paiements et avances reconnus nécessaires ou utiles; ils pourront passer, réaliser et exécuter tels contrats, Actes, Contrats d'Indemnité et de garantie qui seront considérés nécessaires pour l'un quelconque des objets qui précèdent et ils pourront faire toutes autres choses auxiliaires ou accessoires se rapportant à l'objet des présents, aussi complètement que la Société en Assemblée Générale ou autrement pourrait le faire.

Article 100— Généralement la conduite et la direction des affaires de la Société appartiendront aux Administrateurs en vertu de tels règlements (qui ne seront pas incompatibles avec les règlements de la Société alors en vigueur) qu'ils jugeront, à leur discrétion convenable d'établir et ils pourront exercer tous les pouvoirs de la Société qui ne sont pas indiqués par les statuts ou par les règlements de la Société alors en vigueur, comme devant être exercés seulement par la Société en Assemblée Générale, en tenant compte toutefois des dispositions des présentes mais aucune réglementation faite par la Société en Assemblée Générale n'annulera un acte antérieur des Administrateurs qui aurait été valide si cette réglementation n'avait pas été faite.

Article 101— Sans porter atteinte aux pouvoirs généraux conférés par la précédente clause et aux autres pouvoirs conférés par les présentes il est expressément déclaré que les Administrateurs auront les pouvoirs suivants:

A. Ils pourront signer des actes, passer des contrats pour la Société et contracter au nom de la Société telles dettes et obligations que le Conseil d'Administration pourra juger nécessaire, en administrant les affaires et en faisant les opérations de la Société et ils pourront acquitter les dettes et obligations de la Société.

B. Ils pourront nommer et à leur discrétion congédier ou suspendre tels fonctionnaires, directeurs, agents, employés et serviteurs, soit pour des services permanents, temporaires ou spéciaux, qu'ils jugeront de temps à autre convenables pour faire les affaires

de la Société. Ils pourront déterminer les devoirs et pouvoirs de ces fonctionnaires, directeurs, agents, employés et serviteurs; fixer le montant de leurs appointements et émoluments et en faire les paiements sur les fonds de la Société. Tout administrateur pourra, sous réserve de pouvoir être révoqué par les autres Administrateurs être nommé Directeur, Secrétaire, Agent ou autre fonctionnaire de la Société et pourra, pour cette fonction ou emploi, recevoir tels appointements ou autre rémunération que les autres Administrateurs pourront de temps à autre fixer.

C. Les Administrateurs pourront de temps à autre pourvoir à la direction des affaires de la Société à l'étranger ou dans une localité spéciale quelconque du Royaume Uni de telle manière qu'ils jugeront convenable, et les dispositions contenues dans les trois paragraphes suivant ne porteront pas atteinte aux pouvoirs généraux conférés par la présente clause.

D. Les Administrateurs pourront de temps à autre, et à toute époque, établir des Conseils d'Administration locaux ou Agences pour la direction des affaires de la Société à l'étranger ou dans une localité spécifiée quelconque du Royaume Uni; ils pourront nommer toute personne comme membre de ce Conseil d'Administration local ou tous directeurs ou Agents et pourront fixer leur rémunération.

E. Les Administrateurs pourront, de temps à autre, et à toute époque déléguer à une personne quelconque ainsi nommée les pouvoirs et autorisations quelconques dont les Administrateurs seront investis à cette époque: ils pourront autoriser les membres faisant alors partie de ce Conseil d'Administration local ou l'un quelconque d'entre eux à remplir les vacances s'y produisant et à agir nonobstant ces vacances. Ces nominations ou délégations pourront être faites à telles conditions et sous réserve de telles stipulations que les Administrateurs pourront juger convenable.

Les Administrateurs pourront, à toute époque, congédier toute personne ainsi nommée, et pourront annuler ou modifier toute délégation semblable.

F. Les Administrateurs pourront, à toute époque, et de temps à autre, par procuration revêtue du sceau de la Société, nommer toute personne ou personnes comme représentant ou représentants de la Société pour tels objets et avec tels pouvoirs et autorisations quelconques (qui n'excéderont pas ceux dont les Administrateurs sont par les présentes investis et qu'ils peuvent exercer) et pour telle période et à telles conditions que les Administrateurs pourront de temps à autre, juger convenable.

Toute nomination semblable pourra, si les Administrateurs le jugent convenable, être faite en faveur des membres ou de l'un quelconque des membres, de tout Conseil d'Administration local établi comme il est dit ci-dessus, ou en faveur de toute Société ou des membres administrateurs, représentants ou directeurs de toute Société ou Maison ou autrement en faveur d'associations de personnes quelconques soit que ces nominations soient faites directement ou indirectement par les Administrateurs, et toute procuration semblable pourra contenir telles stipulations, pour la protection ou la commodité des personnes traitants avec ces représentants que les Administrateurs jugeront convenable.

G. Ils pourront par procuration ou autre acte

revêtu du sceau, ou par écrit non revêtu du sceau, ou par délibération, déléguer à tout Administrateur Administrateur-Directeur, Fonctionnaire au Agent, l'un quelconque des pouvoirs de la Société ou du Conseil d'Administration, que les Administrateurs à leur discrétion, jugeront utile pour la bonne conduite, direction et réglementation des opérations ou affaires de la Société.

H. Ils pourront, pour exercer et diriger les affaires de la Société, placer et prêter des sommes (excepté à eux mêmes) et acheter, louer ou acquérir des maisons, magasins, bâtiments ou terrains quelconques de toute manière; prendre toute location à bail ou acquérir tout autre intérêt dans les maisons, magasins bâtiments ou terrains quelconques à telles conditions qu'ils pourront de temps à autre juger convenable. Ils pourront démolir, enlever, changer ou transformer ces maisons, magasins ou bâtiments et pourront, élever et construire d'autres maisons, magasins ou bâtiments quelconques à leur place, sur tout terrain acheté, loué ou acquis comme il est dit ci-dessus, de telle manière qu'ils pourront considérer nécessaire ou utile pour faire les affaires de la Société.

Ils pourront acheter ou autrement acquérir des machines, du matériel industriel et autres objets, installer, meubler et assurer contre toute perte causée par l'incendie, ces maisons, magasins ou bâtiments en totalité ou en partie, les louer, céder ou affermer en totalité ou en partie, soit agences, meubles ou autrement à telle personne ou personnes, et à telles conditions relativement à la location ou occupation, qu'ils pourront considérer utile pour les intérêts de la Société et pour le développement ou l'exercice de ses affaires. Ils pourront de temps à autre vendre et acheter ces terrains, maisons, magasins ou bâtiments comme il est dit ci-dessus, les louer, céder ou revendre, et ils pourront autrement en disposer comme ils jugeront le plus favorable aux intérêts de la Société.

I. Ils pourront à telles conditions qu'ils jugeront convenable, acheter ou acquérir les affaires ou biens de toute Société, association ou personnel enragée dans l'une quelconque des opérations comprises parmi les objets de la Société ainsi que cela est spécifié dans le Mémoire d'Association; ils pourront en effectuer le paiement soit en espèce, soit en actions (qui devront être traitées comme libérées soit en totalité soit en partie) ou partie en espèces et partie en actions, ou de telle autre manière que le Conseil d'Administration pourra de temps à autre juger convenable et, d'une manière générale, ils pourront exercer tous les pouvoirs de la Société relativement à l'objet des présentes, aussi complètement que la Société en Assemblée Générale pourrait le faire.

K. Ils pourront intenter, intervenir, conduire, défendre, transiger, soumettre à l'arbitrage et abandonner les poursuites légales et autres et les réclamations par et contre la Société, les Administrateurs et fonctionnaires de la Société et se rapportant aux affaires de la Société.

L. Ils pourront transiger les créances ou accorder des délais pour le paiement des créances dues à la Société

M. Ils pourront emprunter des sommes ainsi qu'il est stipulé dans l'article 54.

N. Ils pourront payer les frais, charges et dépenses préliminaires et se rapportant à la constitution, fro-

mation, établissement et incorporation de la Société et ceux des contrats avec, et des cessions par JOHN HOLT et autres personnes à la Société.

Article 102 — Les Administrateurs sous réserve seulement du contrôle en perspective d'une délibération de la Société votée en Assemblée Générale, auront le pouvoir de rétribuer tout fonctionnaire ou serviteur de la Société (autre qu'un Administrateur agissant comme Administrateur) au moyen de toute rémunération qu'ils jugeront convenable, proportionnée et subordonnée aux dividendes et boni déclarés par la Société ou par voie de commission sur les bénéfices de toute opération spéciale quelconque.

Article 103 — Tous chèques tirés sur les Banquiers de la Société pour des sommes exigibles par la Société devront être tirés, et signés, et tous chèques indiqués comme payables à la Société toutes lettres de change, tous billets à ordre, devront être faits, tirés acceptés et endossés de telle manière que les Administrateurs le décideront de temps à autre.

Que le conseil d'Administration de la Société anglaise à responsabilité limitée "JOHN HOLT et COMPANY, (Liverpool) LIMITED" est actuellement composé de:

Monsieur Jonathan Cockin Holt négociant, the Cottage Vyner Road, Biston, Cheshire.

Monsieur Robert Longstaff Holt négociant, "Geneva" Birkenhead Road, Meols, Cheshire,

Monsieur John Holt J. R. négociant "The Rockeries" Bertram Drive, Moels, Cheshire,

Monsieur Godfrey Ball Holt négociant, "The Royal" Liver Building" Liverpool.

Monsieur Thomas Godfrey Holt négociant, Axholme" Mece Farm Road, Oxton, Cheshire.

Monsieur Arthur Bett négociant, "The Hollies," College Road, Blundellsands, Lancashire

Et que son Secrétaire est Monsieur Alfred Allen Haynes

Que tous les actes émanés de la dite Société scellés de son Sceau, signés par deux de ses Administrateurs et contresignés par le Secrétaire sont bons et valables

et d'après la loi anglaise obligent la Société anglaise "John Holt et Company (Liverpool) Limited" toute entière.

En foi de quoi, je délivre le présent certificat pour servir et valoir, ce que de droit, le vingt sept Juillet mil neuf cent vingt et un

Signé EDWARD LISLIE BURGIN

Enregistré à Paris 2e Bureau

le 30 Juillet 1921, Reçu six francs

No 327

Le vice Consul de sa Majesté Britannique à Paris certifie que la signature de Mr Edward Lislle Burgin, dont la signature est apposée au certificat qui précède, est actuellement solicitor près la Cour suprême de Judicature d'Angleterre à Londres, et qu'il a, en conséquence, qualité pour délivrer le présent certificat et que foi est due à son ~~son~~ attestation.

Paris le trois Août mil neuf cent vingt et un.

Signé: ANDERSON Vice Consul — Paris

Le Ministre des affaires Etrangères
Certifie véritable la signature de
Mr Anderson

Paris le 4 Août 1921

Pour le Ministre

Pour le Chef de Bureau Délégué

Signé: EYMERY

Vu:

Paris le 4 Août 1921

Le Ministre des Colonies

Par délégation du Ministre

L'Archiviste Paléographe

Bibliothécaire Archiviste p. o.

Signé: G. CASIS, p. o.

Pour expéditions certifiées conforme

Le Greffier p. i.

Signé: ERNEST DUPUY

AVIS.

PRIX d'Abonnement	Lomé	Un an 17 fr.
	Par poste	Un an 20 fr.
PRIX du numéro: 1f. 25	Lomé (Livré à la maison) 1 f. 45	Changement d'adresse 1 franc
	Par poste 1 f. 75	
PRIX des annonces	La ligne de 90 mm.	0 f. 25
	Une demi page (ou prenant l'espace d'une demi page)	15 fr.
	Une page entière	25 fr.

Une réduction est faite pour les annonces imprimées plusieurs fois.

Adresser ce qui concerne la rédaction à M. le Directeur de l'Imprimerie, Ecole professionnelle, Lomé.

Les abonnements et les ordres de Publicité sont reçus à la Direction, Ecole professionnelle, Lomé.

☛ GRANDE DISTILLERIE de St. AMBROIX (Gard) ☛

➤ AUBRESPY & FABRE PROPRIETAIRES ◀

Anis 35° exquis ~ Liqueur du Mezenc ~ Chartreuse Ambroisine

Vin Pontar ~ Cacao ~ Kummel Doppelt ~ Eau de Vie de Dantzig

Pippermint ~ Marc de Bourgogne ~ Amer Aubrespy

Aperitif mandariné L'AFRICAIN

RHUM BUFFALO

Monopole pour l'A. O. F. et l'A. E. F.

Léonce Combe

Hôtel de France

(Lomé)